

Conférence Régionale GI WACAF 2015

« *Prévention et intervention en cas de déversement d'hydrocarbures en Afrique Occidentale, Centrale et Australe : un pas de plus vers le renforcement des capacités nationales et régionales* »

Hôtel Holiday Inn, Accra, Ghana
16 – 19 novembre 2015

Global Initiative for Western, Central and Southern Africa

Introduction P.7

Objectifs P.7

Activités P.9

Conclusion P.22

Organisée par:

L'Agence de Protection
Environnementale du
Ghana (EPA)



**ENVIRONMENTAL
PROTECTION
AGENCY, GHANA**



NOTE

This document has been prepared within the framework of the Global Initiative for West, Central and Southern Africa as a contribution to the implementation of the biennial action envisaged for this Initiative. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the IMO or IPIECA concerning the legal status of any State, Territory, city or area, or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries.

This document can be downloaded from www.giwacaf.org and for bibliographic purposes should be cited as follows:

IMO/IPIECA. 2016. Rapport de la Conférence Régionale GI WACAF 2015. 67 Pages.



Executive summary

The 6th GI WACAF Regional Conference was organised in Accra, Ghana at the Holiday Inn Hotel, from 16 to 19 November 2015. It gathered delegates from different ministries and agencies as well as representatives from the private sector from 20 countries of the region.

The event was hosted by the Environmental Protection Agency (EPA) of the Republic of Ghana within the framework of the GI WACAF Project. The Conference was supported by the International Maritime Organization (IMO) and IPIECA, the global oil and gas association for environmental and social issues.

Around 75 participants attended the Conference. The list of participants is attached as Annex 4 of this report.

The objectives of the Regional Conference focused upon the following:

1. Raise awareness on oil spill preparedness and response issues with emphasis on the challenges in the region;
2. Facilitate information sharing and lessons learned in the GI WACAF Region;
3. Review the progress achieved since the last Regional Conference (Namibia, 2013); and
4. Determine priority actions for the coming biennium 2016-2017 to strengthen oil spill response capability in the region.

In order to address these objectives, the participants were guided through four days of presentations, case studies, working group sessions, table-top exercises and discussions.

The main recommendations identified during the Conference were:

1. Maintain focus on the key categories identified during the 2013 GIWACAF Regional Conference:
 - Strengthen specific elements within National Oil Spill Contingency Plans;
 - Develop trans-boundary response capabilities; and
 - Maintain support for core elements of the OPRC 90 Convention.
2. Incorporate additional topics to the key categories listed above:
 - Support application of the international conventions relating to claims liability and compensation for spills;
 - Promote ratification of the Bunker Convention;
 - Promote the usage of Net Environmental Benefits Analysis (NEBA), where applicable, throughout the work programme;
 - Focus on Dispersants, Incident Management System (IMS) and NEBA in trans-boundary workshops; and
 - Support closer integration with Abidjan Convention.
3. Have flexibility to provide additional support on request on topics such as:
 - Surveillance;
 - Wildlife Response; and
 - In-situ Burning.



A detailed presentation of the recommendations is available on page 22 of this report.

In addition to these recommendations, each national delegation assessed the level of preparedness in their country and drafted a National Action Plan, highlighting how the GI WACAF Project might support them.

The active participation and the expertise of all delegates as well as the organisation of the event with the support of the Environmental Protection Agency of the Republic of Ghana were greatly appreciated and were key to the success of the Regional Conference.

Sommaire

EXECUTIVE SUMMARY	3
1. PRESENTATION DU PROJET GI WACAF.....	6
2. INTRODUCTION	7
4. PROGRAMME DE LA CONFÉRENCE	7
5. LIEU, DATES, ET PARTICIPANTS.....	8
6. ACTIVITÉS ET PRÉSENTATIONS.....	9
7. RECOMMANDATIONS.....	22
8. CONCLUSION	22
ANNEXE 1 – PROGRAMME.....	24
ANNEXE 2 – PROGRAMME DE LA CEREMONIE D’OUVERTURE (ANGLAIS)	32
ANNEXE 3 – LISTE DES CONFERENCIERS ET MODERATEURS	33
ANNEXE 4 – LISTE DES PARTICIPANTS	40
ANNEXE 5 – DISCOURS D’OUVERTURE DU REPRESENTANT DU MINISTERE DU PETROLE DU GHANA (ANGLAIS)	44
ANNEXE 6 – DISCOURS D’OUVERTURE DU REPRESENTANT DU MINISTERE DE L’ENVIRONNEMENT, DE LA SCIENCE, DE LA TECHNOLOGIE ET DE L’INNOVATION DU GHANA (ANGLAIS)	46
ANNEXE 7 – DISCOURS D’OUVERTURE DU REPRESENTANT DE L’OMI (ANGLAIS)	48
ANNEXE 8 – DISCOURS D’OUVERTURE DU PRESIDENT DU PROJET (ANGLAIS)	51
ANNEXE 9 – QUESTIONNAIRE D’EVALUATION	53
ANNEXE 10 – MODELE DU FORMULAIRE DE BILAN NATIONAL.....	55
ANNEXE 11 – PHOTOGRAPHIES.....	66



1. Présentation du Projet GI WACAF

L'Initiative Mondiale pour l'Afrique Occidentale, Centrale et Australe (GI WACAF) est un partenariat entre l'Organisation Maritime Internationale (OMI) et IPIECA, l'association mondiale d'études des questions environnementales et sociales du secteur pétrolier, dont l'objectif est de renforcer la capacité des pays à se préparer et à répondre aux déversements d'hydrocarbures.

Une des caractéristiques innovantes est de promouvoir le développement de partenariats publics/privés pour une réponse efficace aux déversements d'hydrocarbures faisant usage de l'expertise et des ressources existantes au niveau de l'industrie.

La mission du GI WACAF est de renforcer la capacité nationale de lutte contre les pollutions aux hydrocarbures dans 22 pays d'Afrique Occidentale, Centrale et Australe par la mise en place de partenariats locaux entre les industries pétrolières et les autorités responsables de la préparation et de la lutte contre les déversements d'hydrocarbures au niveau national.

Le Projet GI WACAF est un programme conjointement financé par l'OMI et par neuf compagnies pétrolières membres du projet (BP, Chevron, ConocoPhillips, ENI, Exxon Mobil, Marathon, PERENCO, Shell et Total) par l'intermédiaire de l'IPIECA.



Le cadre d'activité est l'organisation d'ateliers, formations, séminaires et exercices de déploiement avec les autorités chargées de la lutte contre les déversements d'hydrocarbures au niveau national, en partenariat avec des entreprises locales.

Le Projet GI WACAF est basé sur un système de gestion efficace qui établit six objectifs et indicateurs clés de performance pour renforcer les capacités des pays à se préparer et à lutter contre les pollutions par hydrocarbures. Ces objectifs couvrent les aspects de la Convention OPRC 1990 :

Objectif 1. Législation : Promouvoir la ratification des Conventions OPRC 90, CRC 92 et Fonds 92.

Objectif 2. Plan National d'Intervention d'Urgence : Promouvoir le développement des plans nationaux d'intervention d'urgence contre les pollutions marines accidentelles (incluant cartes de vulnérabilité, études de risques, politique d'emploi des dispersants et système de gestion de crise).

Objectif 3. Autorité nationale désignée : Clarifier les rôles et responsabilités de chacun pour la préparation et la lutte.

Objectif 4. Accords régionaux de coopération et d'assistance : Promouvoir la coopération et l'assistance mutuelle en cas d'incident.

Objectif 5. Formation et exercice dans le pays : Assurer régulièrement des formations et exercices dans chaque pays.

Objectif 6. Moyens du pays : Soutenir les pays pour le développement de leurs capacités de lutte.



2. Introduction

Le Projet GI WACAF a été lancé dans le but d'obtenir une amélioration tangible du niveau de préparation et de coopération concernant la lutte contre les déversements accidentels d'hydrocarbures dans les 22 pays d'Afrique Occidentale, Centrale et Australe. Les six aspects suivants ont fait l'objet d'une attention particulière: législation, planification, formation, exercice et capacités de mise en œuvre.

L'état des lieux préliminaire mené a montré de faibles niveaux de préparation et de capacité de lutte au sein de la région. Durant le premier programme de travail du Projet GI WACAF (entre 2006 et 2009), plus de 25 ateliers ont été organisés dans 16 pays de la région et se sont concentrés sur le développement des éléments fondamentaux de préparation et de lutte contre les déversements d'hydrocarbures.

Depuis 2010, le Projet GI WACAF a évolué: tout en continuant à renforcer les bases de la préparation et de la lutte au niveau national, le programme de travail s'est progressivement concentré sur des activités régionales et sous-régionales, a intégré des exercices pour tester les capacités et s'est diversifié avec des sujets techniques spécifiques adaptés pour soutenir les efforts des pays.

La Conférence régionale GI WACAF est l'évènement le plus important concernant la préparation, la lutte et la coopération en matière de d'intervention en cas de déversements d'hydrocarbures en Afrique Occidentale, Centrale et Australe. Elle fait partie intégrante du système de gestion biennal du Projet GI WACAF. L'évènement rassemble les principaux représentants des gouvernements et de l'industrie de la région afin de partager les expériences, de faire le bilan des progrès réalisés et d'établir les actions prioritaires pour le prochain exercice biennal. Le thème de cette 6^e Conférence régionale était « Prévention et intervention en cas de déversements d'hydrocarbures en Afrique Occidentale, Centrale et Australe: un pas de plus vers le renforcement des capacités nationales et régionales ».

3. Objectifs de la Conférence

Les objectifs de la Conférence régionale étaient les suivants:

- Sensibiliser à la préparation à la lutte en mettant en évidence les défis auxquels doivent faire face les pays de la région;
- Faciliter le partage d'information et les retours d'expérience dans la région ;
- Faire le bilan des progrès réalisés depuis la dernière Conférence régionale (Namibie, 2013);
- Etablir les actions prioritaires pour le prochain exercice biennal 2016-2017 afin de renforcer les capacités de lutte dans la région.

4. Programme de la Conférence

La Conférence a eu lieu durant quatre jours. Le programme est disponible en annexe 1 et est résumé ci-dessous:



- Lundi 16 novembre 2015
 - Inscription
 - Cérémonie d'ouverture
 - Introduction de la Conférence
 - Aperçu regional
 - Faits marquants dans la région en 2014-2015
- Mardi 17 novembre
 - Groupes de travail sur l'Analyse des avantages environnementaux nets (NEBA), les Systèmes de Gestion de crise (IMS) et la Coopération internationale
 - Groupes de travail sur les Politiques d'utilisation des dispersants, la Lutte à terre et la Législation
 - Session de debriefing
- Mercredi 18 novembre
 - Exercice sur table sur la mise en application du concept de NEBA
 - Debriefing de l'exercice
 - Sessions de présentations techniques
- Jeudi 19 novembre
 - Bilans nationaux: Profils pays, Plans d'action nationaux et Futurs sujets prioritaires
 - Recommandations pour le prochain exercice biennal et prochaines étapes pour le Projet GI WACAF
 - Cérémonie de clôture

5. Lieu, dates et participants

La Conférence a eu lieu à l'Hôtel Holiday Inn à Accra, du 16 au 19 novembre 2015. 75 représentants des gouvernements et de l'industrie pétrolière y ont assisté. Vingt des vingt-deux pays membres du Projet étaient présents lors de cet évènement. La liste des participants est jointe en annexe 4. La liste des délégués gouvernementaux est disponible ci-dessous :

Pays	Nom
Angola	Baptista Vunge Andre
Bénin	Fabrice Yehonnou Tchegbenton Metonwaho (Point Focal GI WACAF)
Cabo Verde	Joao Lopes Rosario (Point Focal GI WACAF)
Congo	Médard Ngobo (Point Focal GI WACAF)
	Jean-Richard Balou
Cote d'Ivoire	Martin Diagne Dibi (Point Focal GI WACAF)
	Aya Odette Kouakou épouse Coulibaly
Gambie	Al-haji Sanneh (Point Focal GI WACAF)
	Rohey Samba-Jallow
Guinée Equatoriale	Santos Ndong Mba
Gabon	Roger Bibang Eya (représentant le Point Focal GI WACAF)
	Allyanoh Mouenzi-Mouenzi
	Roseline Mboukou Foutou
	Marie-Jocelyne Obiang Mbenga
Ghana	Kojo Agbenor-Efunam (Point Focal GI WACAF)
	Abdul Nasir Inusah



Guinée	Ibrahima N'gaye Camara (Point Focal GI WACAF)
	Moudjitaba Sow
	Nounke Keita
Guinée Bissau	Octávio Cabral (Point Focal GI WACAF)
	Carlos Da Silva
Libéria	John Cuffey Blegbeh (Point Focal GI WACAF)
	Daniel Tarr
Mauritanie	Babana Ould Yahya (Point Focal GI WACAF)
Namibie	Pinehas Auene (Point Focal GI WACAF)
Nigéria	Idris Olubola Musa (Point Focal GI WACAF)
	Haruna Baba Jauro
République Démocratique du Congo	Jean-Paul Mwamba Nyembo (Point Focal GI WACAF)
	Adalbert Mbaya Kakasu
Sao Tomé-et-Principe	Manuel Fernandes de Ceita Vaz do Rosario (Point Focal GI WACAF)
	Mé-Chinhô Costa Alegre Albano
Sénégal	Jean-Pierre Lamane Tine (Point Focal GI WACAF)
Sierra Leone	Ronald Moore (représentant le Point Focal GI WACAF)
Togo	Abdel-Ganiou Soulemane (Point Focal GI WACAF)
	Kote Djahlin Agbemenyanwot
	Djeri Samari Essofa

Les experts invités pour animer et modérer cet atelier étaient:

- Babatunde Anifowose, Université de Coventry
- Rupert Bravery, ExxonMobil et Président du Projet GI WACAF
- Franck Laruelle, International Tanker Owners Pollution Federation (ITOPF)
- Thomas Liebert, Fonds internationaux d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (FIPOL)
- Robert Limb, Oil Spill Response Ltd (OSRL)
- Andy Nicoll, Oil Spill Response Ltd (OSRL)
- Dandu Pughiuc, Division du milieu marin, Organisation maritime internationale (OMI)
- Anne Reglain, International Tanker Owners Pollution Federation (ITOPF)
- Christophe Rousseau, Centre de Documentation de Recherche et d'Expérimentations sur les pollutions accidentelles des eaux (Cedre)
- Peter Taylor, Oil Spill Preparedness Regional Initiative (OSPRI)

Les représentants du Secrétariat du Projet GI WACAF, M. Anton Rhodes and Mme Chloé Blais, ont également participé à la Conférence.

La liste des experts et leur bibliographie sont disponibles en annexe 3.

6. Activités et présentations

6.1. Cérémonie d'ouverture

La cérémonie d'ouverture a eu lieu le lundi 16 novembre 2015 à 10h30. Mme Odelia Ntiamoah était la maîtresse de cérémonie invitée par l'Agence de Protection Environnementale du Ghana. Le programme de la cérémonie d'ouverture est disponible en annexe 2 (document uniquement disponible en anglais).



M. Kojo Agbenor-Efunam, Directeur adjoint Pétrole et Gaz de l'Agence de Protection Environnementale du Ghana et Point Focal du Projet GI WACAF, a accueilli les participants. Les représentants des Ministères du Gouvernement du Ghana suivants ont prononcé un discours d'ouverture :

- Ministère des Pêches et du Développement de l'Aquaculture
- Ministère du Transport
- Ministère du Pétrole (voir annexe 5, document uniquement disponible en anglais)
- Ministère de l'Environnement, de la Science, de la Technologie et de l'Innovation (voir annexe 6, document uniquement disponible en anglais)

M. Rupert Bravery a prononcé un discours d'ouverture en tant que Président du Projet GI WACAF. Son intervention est disponible en annexe 8 (document uniquement disponible en anglais).

M. Dandu Pughiuc, Directeur Adjoint, Division de l'Environnement marin, a également prononcé un discours en tant que représentant de l'OMI (joint en annexe 7, document uniquement disponible en anglais).

La cérémonie d'ouverture a été conclue par une photographie de groupe. Les photos de la Conférence régionale sont disponibles à l'adresse suivante :
<https://www.flickr.com/photos/giwacaf/sets/72157659321110234>.

6.2. Présentations de la Conférence régionale

JOUR 1 Lundi 16 novembre 2015

Session 1: Introduction de la Conférence

M. Anton Rhodes, GI WACAF

En guise d'introduction à la Conférence, le Chef de projet a présenté l'évolution et les résultats positifs du GI WACAF depuis son lancement en 2006. Les données fournies par les pays confirment une hausse significative du niveau global des capacités de lutte contre les déversements d'hydrocarbures dans la région. La diversification du programme de travail constitue une autre évolution majeure, avec l'organisation d'exercices sur table et d'activités sous-régionales. M. Rhodes a présenté les priorités identifiées durant la Conférence régionale 2013 pour l'exercice biennal 2014-2015 :

- Continuer de soutenir la mise en œuvre des éléments fondamentaux de la Convention OPRC 90;
- Développer les capacités de lutte transfrontalière sur la base d'organisation d'exercices bilatéraux;
- Renforcer certains éléments spécifiques des Plans Nationaux d'Intervention d'Urgence (PNIU) : gestion des déchets, utilisation des dispersants, système de gestion de crise, lutte à terre et cartographie de vulnérabilité.

En se basant sur ces catégories, le Chef de projet a présenté les activités qui ont été mises en œuvre. Les éléments spécifiques identifiés ci-dessus ont été traités en majorité lors d'atelier sous-régionaux afin de sensibiliser un grand nombre de personnes. GI WACAF a également organisé, pour la première fois, des exercices bilatéraux entre le Nigeria et le Cameroun et entre le Gabon et le Congo. Pour les pays souhaitant se concentrer sur les éléments fondamentaux de la Convention OPRC 90, le Projet a organisé des ateliers nationaux. Un exercice de déploiement de grande ampleur a

également eu lieu. En résumé, plus de 1000 personnes ont pris part aux activités GI WACAF et de nouveaux thèmes ont été intégrés dans un programme de travail au contenu plus diversifié.

L'évaluation des progrès réalisés constitue l'une des questions majeures pour GI WACAF, puisqu'elle permet de mesurer l'impact du Projet sur la région. Depuis son lancement, GI WACAF a utilisé six indicateurs principaux de performance. Néanmoins, du fait de l'amélioration des capacités de lutte, le Chef de projet a expliqué que GI WACAF allait désormais prendre en compte des indicateurs supplémentaires : cartographie de vulnérabilité, politique d'utilisation des dispersants, lutte à terre, gestion des déchets, coopération bilatérale et système de gestion de crise. A partir de 2015, le Projet sera en mesure d'évaluer les progrès observés dans ces différents domaines.

Pour conclure, M. Rhodes a présenté les objectifs et le programme de la Conférence.

Session 2: Aperçu régional

M. Kojo Agbenor-Efunam, Agence de Protection Environnementale du Ghana et Point Focal pour le Projet GI WACAF

Après avoir présenté les principaux impacts environnementaux et socio-économiques causés par un déversement d'hydrocarbures, M. Kojo Agbenor-Efunam a décrit les risques majeurs dans la région couverte par le GI WACAF et plus particulièrement au Ghana. Il a souligné l'importante hausse du trafic maritime à travers l'exemple du Port de Tema, au Ghana, où le volume de marchandises transportées par voie maritime a augmenté de 64% durant les dix dernières années. Par ailleurs, la production pétrolière constitue un défi puisque la région fait partie des plus grands producteurs mondiaux. Le récent développement de la production offshore au Ghana a également été discuté.

L'introduction de la Conférence et l'aperçu régional ont été suivis de quatre présentations par les Points Focaux GI WACAF, afin de souligner les résultats obtenus au niveau national depuis la dernière Conférence Régionale en 2013.

Session 3: Faits marquants 2014-2015: Gabon

M. Roger Bibang Eya, Direction Générale de l'Environnement et de la Protection de la Nature du Gabon

Le Gabon est l'un des plus grands et plus anciens producteurs de la région; 70% de sa production est offshore. M. Bibang Eya a présenté les différentes activités organisées avec GI WACAF durant les deux dernières années: un exercice de déploiement avec l'industrie, un atelier sous-régional sur le régime international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, un exercice sur table pour tester les moyens de communication avec le Congo et un second atelier sous-régional sur le nettoyage des littoraux et la gestion des déchets. Pour chaque activité, M. Bibang Eya a donné un aperçu du programme ainsi que les recommandations principales. Pour conclure, il a listé les priorités nationales pour le Gabon, telles que la finalisation des cartes de vulnérabilité et la mise à jour du PNIU.

Session 4: Faits marquants 2014-2015: Côte d'Ivoire

Mr. Martin Niagne Dibi, Centre National Anti-Pollution de Côte d'Ivoire

Mr. Dibi a expliqué qu'il existe un risque accru de déversement d'hydrocarbures dans le Golfe de Guinée. La Côte d'Ivoire est vulnérable puisque le pays est un nouveau producteur pétrolier et que sa côte est située le long d'une des routes majeures pour le transport maritime. Un incident pourrait avoir des impacts importants sur l'environnement et l'économie nationale. Durant les deux dernières années, la Côte d'Ivoire s'est concentrée sur différents sujets, avec le soutien du GI WACAF ou d'autres organisations telles que le Cedre: ratification des conventions, mise à jour du PNIU, élaboration d'une politique d'utilisation des dispersants, test des capacités nationales avec un exercice sur table et de déploiement, et développement de cartes de vulnérabilité. Ces activités ont permis de renforcer la confiance entre les parties prenantes publiques et privées au niveau national.

Session 5: Faits marquants 2014-2015: Nigéria

M. Idris Musa, Agence Nationale de Détection et de Lutte contre les Déversements d'Hydrocarbures du Nigéria (NOSDRA)

Le Nigéria a de nombreuses activités pétrolières, principalement concentrées dans la région du Delta. M. Musa a identifié les principaux risques de déversements d'hydrocarbures dans le pays, tels qu'un accident impliquant un navire-citerne, une explosion de puits pétrolier ou un défaut de pipeline. Depuis 2013, NOSDRA a travaillé sur différents sujets pour améliorer la préparation et la lutte dans le pays : mise à jour du PNIU pour y intégrer un système de gestion de crise, élaboration de plusieurs politiques, outils et formations relatifs aux déversements d'hydrocarbures (par exemple, le Programme de gestion de l'intégrité des pipelines). M. Musa s'est également penché sur l'exercice bilatéral organisé avec GI WACAF entre le Nigéria et le Cameroun pour tester les moyens de communication. Il a listé les observations positives tirées de l'exercice ainsi que les recommandations. Ce nouveau type d'activité a été bien accueilli dans le pays car il a permis d'identifier des lacunes qui peuvent passer inaperçues dans le cadre d'un exercice national.

Session 6: Faits marquants 2014-2015: Namibie

M. Pinehas Auene, Direction des Affaires Maritimes de Namibie

La Namibie possède 1570 km de côte classées comme parc national avec une vulnérabilité écologique et économique élevée. Le type de risque pour le pays est actuellement en cours de mutation: bien que le pays ne produise pas encore de pétrole, des travaux d'exploration sont en cours. De plus, la Namibie est située le long d'une route majeure pour le transport maritime. M. Auene a également donné un aperçu des incidents majeurs et des stratégies de lutte pour y répondre durant les 30 dernières années. La seconde partie de la présentation a été dédiée aux développements récents. En 2015, le PNIU a été mis à jour et les cartes stratégiques et tactiques de vulnérabilité ont été finalisées. GI WACAF a également organisé un atelier national sur la gestion des déchets pour soutenir la Namibie dans l'élaboration de lignes directrices nationales sur ce sujet. Les principales priorités pour l'année prochaine sont l'organisation d'un exercice bilatéral et le développement d'une politique d'utilisation des dispersants.

Session 7: Conclusion de la première journée et introduction du deuxième jour

M. Anton Rhodes, Chef du Projet GI WACAF

M. Rhodes a remercié les délégués pour leur participation et a présenté les groupes de travail prévus durant le deuxième jour. La journée s'est terminée par une soirée de gala.

JOUR 2 Mardi 17 novembre 2015

Le deuxième jour a été consacré aux sessions de groupes de travail. Les délégués ont été divisés en trois groupes. Chaque groupe a désigné deux rapporteurs pour faire un compte-rendu des discussions et les présenter durant la session de débriefing en fin d'après-midi. L'objectif était de discuter de différents sujets relatifs à la préparation et à la lutte contre les déversements d'hydrocarbures et de formuler des recommandations pour renforcer le niveau de préparation dans le cadre du Projet GI WACAF. Des experts étaient en charge des présentations et de la modération pour chaque thème et se sont déplacés au sein des trois groupes.

Session 8: Première session de Groupes de travail

Les thèmes choisis pour la session du matin étaient les suivants:

- **Analyse des avantages environnementaux nets (NEBA)**

M. Peter Taylor (IPIECA) et M. Thomas Liebert (FIPOL)

M. Taylor a décrit les quatre étapes du processus d'Analyse des avantages environnementaux nets (NEBA): compiler et évaluer les données pour identifier un scénario et les possibles options pour y répondre, prévoir les résultats du scénario donné, identifier avantages et inconvénients pour chaque option de lutte et sélectionner la meilleure option. La discussion a aidé les délégués à mieux comprendre et appliquer le concept de NEBA dans un contexte de préparation et de lutte contre les déversements d'hydrocarbures. Les participants ont également identifié le besoin de soutien de la part du GI WACAF pour mieux intégrer le concept de NEBA dans les PNIU, en particulier pour les pays n'ayant pas encore finalisé ce plan. Enfin, les participants ont également mentionné la possibilité d'optimiser les ressources disponibles en utilisant les outils existants de collecte d'information et en les adaptant aux cas de déversements d'hydrocarbures.

- **Système de gestion de crise (Incident Management System - IMS)**

M. Andy Nicoll (OSRL) et M. Rupert Bravery (ExxonMobil)

M. Nicoll a donné un aperçu des principes et de la structure d'un système de gestion de crise, ainsi que des risques associés à une mauvaise gestion des incidents. Durant les discussions, plusieurs représentants des pays de la région ont expliqué qu'ils avaient intégré un système de gestion de crise au sein de leur PNIU. Cependant, les délégués ont identifié la nécessité de tester ce système au niveau national et bilatéral, à l'aide d'exercices sur table.

- **Coopération internationale**

Dr. Franck Laruelle (ITOPF) et M. Christophe Rousseau (Cedre)

Dr Laruelle a souligné l'importance de la coopération internationale au sein de la Convention OPRC 90. Au travers de l'étude de cas du naufrage du « levoli Sun » dans la Manche, il a illustré les avantages de la coopération internationale lors d'un déversement d'hydrocarbures.

Les différents groupes ont identifié le manque d'accords officiels bilatéraux ou sous-régionaux comme un des défis les plus importants pour la région. Plusieurs priorités telles que l'élaboration d'une liste de contacts dans la région pouvant être utilisée en cas d'urgence a été discutée. Au niveau opérationnel, l'échange d'informations techniques (par exemple sur les politiques d'utilisation des dispersants ou sur les systèmes de gestion de crise nationaux) pourrait s'avérer utile avant qu'un déversement d'hydrocarbures n'ait lieu. Cet échange pourrait avoir lieu dans le cadre d'activités sous-régionales organisées par GI WACAF.

Session 9: Deuxième session de Groupes de travail

Les sujets suivants ont été discutés par les trois groupes de travail durant l'après-midi :

- **Politiques d'utilisation des dispersants**

M. Andy Nicoll (OSRL) et M. Peter Taylor (IPIECA)

M. Nicoll a mis en avant les principaux composants d'une politique d'utilisation et des réglementations d'approbation des dispersants. Il a également parlé des défis relatifs aux idées reçues sur ces produits.

A la suite de cette présentation, quelques représentants nationaux ont mentionné qu'ils n'avaient pas suffisamment d'informations pour mettre en œuvre de manière confiante cet outil de lutte. D'autres pays sont en train de rédiger une politique nationale mais font face à des questions techniques relatives à l'approbation des produits, aux limites géographiques d'utilisation etc.

- **Lutte à terre**

M. Christophe Rousseau (Cedre) et Dr. Franck Laruelle (ITOPF)

M. Rousseau a détaillé les quatre étapes de la lutte à terre et a donné un aperçu des éléments à prendre en compte avant qu'un déversement d'hydrocarbures ne se produise. Il a également insisté sur l'objectif d'atténuer les impacts environnementaux créés par les opérations de lutte.

Les conclusions des discussions montrent que l'intégration des stratégies de lutte à terre dans le PNIU demeure un problème pour la plupart des pays de la région. La désignation d'une autorité responsable a été identifiée comme une question centrale. La coopération avec l'industrie est considérée comme un levier non négligeable puisque les entreprises ont élaboré des plans tactiques locaux. La gestion des déchets est un sujet qui est actuellement en discussion dans quelques pays mais la majorité n'a pas encore de politique en place.

- **Législation**

M. Thomas Liebert (FIPOL) et Mme Anne Reglain (ITOPF)

M. Liebert a rappelé l'approche en trois niveaux des conventions maritimes et a donné un aperçu du statut des ratifications de ces conventions dans la région. Il s'est ensuite concentré sur l'importance de la transposition des conventions de l'OMI dans le droit national ainsi que sur les risques liés à une législation nationale obsolète.

Les discussions ont permis de confirmer que le niveau de ratification des conventions internationales a fortement progressé dans la région (à l'exception de la Convention sur les hydrocarbures de soute). Cependant, la plupart des pays font face à des difficultés pour transposer ces textes internationaux au niveau national. Un soutien juridique a été jugé nécessaire pour accompagner ces pays.

Session 10: Session de débriefing des Groupes de travail

Rapporteurs des Groupes de travail

Chaque rapporteur a fourni un résumé des principaux points discutés lors des groupes de travail. Les observations de chaque rapporteur ont été enregistrées pour rédiger les recommandations présentées durant le dernier jour de la Conférence (voir page 22 pour un résumé de ces recommandations).

Session 11: Conclusion de la deuxième journée et introduction du troisième jour

M. Anton Rhodes, Chef du Projet GI WACAF

M. Rhodes a remercié les participants pour leur participation active au sein des groupes de travail qui ont permis d'identifier d'importantes recommandations. Il a également fourni quelques indications relatives à l'exercice sur table organisé durant le troisième jour.

JOUR 3 Mercredi 18 novembre 2015

Session 12: Préparation de l'exercice sur l'utilisation du concept d'Analyse des avantages environnementaux nets (NEBA)

M. Andy Nicoll (OSRL)

M. Nicoll a présenté le but de l'exercice sur table. Il a également fait un rappel sur le concept de NEBA discuté lors des groupes de travail organisés le deuxième jour.

Sessions 13 et 14: Exercice sur table sur la mise en œuvre du concept de NEBA et session de débriefing

M. Andy Nicoll (OSRL), Dr. Franck Laruelle (ITOPF) et M. Peter Taylor (IPIECA)

Le scénario utilisé pour l'exercice était celui d'un déversement d'hydrocarbures faisant suite à une collision entre le navire-citerne « Atlantic Sunrise » et une unité flottante de production, de stockage et de déchargement (FPSO).

Les participants faisaient partie du Comité consultatif dépendant directement du Responsable de la gestion de crise pour le conseiller sur la stratégie de lutte. Les différents groupes devaient analyser la situation et formuler des recommandations sur la stratégie de lutte pour le Responsable en utilisant les quatre étapes du processus NEBA : obtenir et évaluer les données; prévoir les résultats; analyser avantages et inconvénients pour chaque option; et sélectionner la meilleure option. Les retours des participants ont montré que l'exercice a été extrêmement bénéfique pour comprendre comment utiliser le concept de NEBA dans le cadre d'un déversement d'hydrocarbures.

Session 15: Présentation technique – Projet « Joint Industry Project » sur la lutte contre les déversements d'hydrocarbures : aperçu et récents développements

M. Robert Limb (OSRL)

M. Limb a donné un aperçu et présenté les derniers développements relatifs au « Joint Industry Project » sur la lutte contre les déversements d'hydrocarbures. A la suite des incidents de Montara et de Macondo, l'industrie a identifié des domaines majeurs de compétences et a travaillé sur des guides de bonnes pratiques, des rapports techniques et du matériel de sensibilisation. M. Limb a donné quelques exemples avec le travail mené sur les dispersants, l'évaluation des risques, la surveillance ou la modélisation des nappes. Pour conclure, l'expert a présenté les priorités de la seconde phase du projet, telles que la traduction des guides ou l'analyse des impacts sociaux des déversements d'hydrocarbures.

Session 16: Présentation technique – Présentation de l'OSPRI

M. Peter Taylor (IPIECA)

M. Taylor a présenté l'OSPRI, qui est un projet partageant les mêmes objectifs que ceux de l'Initiative mondiale pour aider les pays dans la préparation et la lutte contre les déversements d'hydrocarbures dans la région de la mer Noire et de la mer Caspienne. L'expert a partagé avec les participants des exemples d'activités récentes organisées dans les différents pays de la région: le développement d'une politique d'utilisation des dispersants en Roumanie, la rédaction d'un PNIU au Kazakhstan et un atelier de coopération transfrontalière entre la Géorgie et l'Azerbaïdjan.

Session 17: Présentation technique – Etude de cas: gestion des déchets et nettoyage des littoraux à Madagascar

Dr. Franck Laruelle (ITOPF)

Dr. Laruelle a présenté en détail la stratégie de lutte suite au naufrage en 2009 à Faux Cap, Madagascar, du « Gulser Ana » transportant du phosphate de roche. Les principaux problèmes étaient liés aux aspects logistiques et à l'accès difficile à la zone touchée. Le contexte politique de l'époque était également complexe. Différentes vulnérabilités (tourisme, puits d'eau potable, récif de coraux et pêche de subsistance) ont dû être prises en compte. L'expert a ensuite décrit la première et la seconde phase stratégique d'intervention pour nettoyer les littoraux et gérer les déchets. La présentation s'est terminée sur les efforts de suivi environnemental intégrant l'analyse d'échantillons collectés sur place pour mieux répondre aux inquiétudes relatives aux impacts environnementaux.

Session 18: Récents développements concernant les demandes d'indemnisation dans le cadre des Conventions CLC 92 et Fonds 92

M. Thomas Liebert (FIPOL)

M. Liebert a tout d'abord donné un aperçu du régime d'indemnisation international, en présentant son fonctionnement, la répartition en trois niveaux, les limites d'indemnisation et les principaux types de demande. Il a également expliqué le rôle des FIPOL. La seconde partie de la présentation a été consacrée aux derniers développements dans le domaine. A la suite d'un incident causé par une unité flottante de stockage transformée en navire-citerne, un groupe de travail a réfléchi à la définition du terme « navire » et aux différentes implications pour le régime d'indemnisation. Un document d'orientation sera disponible en 2016 sur ce sujet. Un autre sujet de discussion actuelle concerne le grand nombre de demandes d'un faible montant. Pour aider les Etats devant faire face à cette situation, les FIPOL ont mis à jour leur manuel de demandes d'indemnisation ainsi que d'autres outils. Les nouveaux guides sont disponibles sur le site internet des FIPOL à l'adresse suivante : <http://www.iopcfunds.org/fr/publications/>.

Session 19: Présentation technique – Intervention pour la faune polluée

Mme Anne Reglain (ITOPF)

L'objectif était de présenter ce sujet pour la première fois aux participants de la Conférence régionale. Mme Reglain a rappelé la faune à risque dans la région d'Afrique de l'ouest et centrale et les impacts des déversements d'hydrocarbures sur cette faune. Elle a également décrit les différentes stratégies d'intervention et de réhabilitation. L'étude de cas du déversement d'hydrocarbures du « Treasure » en Afrique du Sud a été utilisée pour présenter les mesures de prévention et le processus de réhabilitation pour des pingouins pollués. L'experte a recommandé aux participants de bien prendre en compte les enjeux de l'intervention pour la faune polluée dans la stratégie globale de préparation à la lutte.

Session 20: Présentation technique – Données océano-météo, intervention et modélisation en cas de déversements d'hydrocarbures dans le Golfe de Guinée

Dr. Babatunde Anifowose (Université de Coventry)

La planification et la lutte contre les déversements d'hydrocarbures requièrent une compréhension systématique des paramètres environnementaux de base. Les pays membres du GI WACAF possèdent des systèmes de lutte plus ou moins développés mais il est essentiel de les intégrer en amont d'incidents majeurs (tels que Macondo) pour une lutte efficace et coordonnée contre la pollution marine dans le Golfe de Guinée. C'est pourquoi la présentation a souligné le besoin d'un système intégré de surveillance océanographique et d'un protocole d'accord de partage des données entre les 21 pays et les entreprises membres du Projet. Les pays étant à différentes étapes de développement de leur PNIU, l'initiative pourrait être menée par le Centre régional de coordination (géré par NOSDRA) avec le soutien du Projet GI WACAF. Si besoin, il serait envisageable de rechercher le soutien de la part d'agences intergouvernementales tel que la Banque mondiale.

Session 21: Présentation technique – Utiliser des moyens de fortune pour lutter contre un déversement d'hydrocarbures

Mr. Christophe Rousseau (Cedre)

Lors de pollutions accidentelles passées, les populations locales impactées ont toujours fait preuve de réactivité et d'imagination pour utiliser les moyens et supports de leurs activités quotidiennes, parfois en les adaptant, pour lutter le plus rapidement possible contre la pollution et limiter ses effets. Qu'il s'agisse de lutte en mer ou sur le littoral, de protection, de confinement ou de récupération, d'intervention dans des zones particulièrement sensibles la présentation a montré de nombreux de moyens « de fortune » ou « à façon » utilisés à travers le monde. Les moyens de lutte manufacturés ne sont pas toujours disponibles ou suffisants. Les communautés touchées par une pollution doivent tirer bénéfice des caractéristiques du site impacté, de leurs connaissances des supports nautiques, des matériaux et végétaux locaux facilement disponibles. Envisager le recours à des moyens de fortune signifie qu'ils ne seront non pas improvisés dans l'urgence, mais qu'ils auront été conçus, testés et éprouvés à l'avance, dans une démarche de planification et de préparation à l'intervention. Le savoir-faire artisanal des communautés locales peut s'avérer d'une grande utilité dans ce contexte.

Session 22: Présentation technique – Brûlage sur site

M. Andy Nicoll (OSRL)

M. Nicoll a donné un aperçu historique du brûlage sur site comme technique de lutte avant d'expliquer son fonctionnement. Les avantages et limites de cette méthode ont été discutés; le brûlage peut être une option de lutte efficace lorsque les conditions nécessaires sont réunies (type de pétrole, conditions océanographiques). M. Nicoll a également insisté sur les moyens logistiques requis pour le brûlage sur site : équipement spécifique, transport, procédures d'urgence, contrôle du brûlage, surveillance aérienne, suivi de la qualité de l'air et modélisation du nuage de fumée. Pour conclure, l'expert a mentionné que le Projet « JIP » de l'APIECA/OGP a produit un guide de bonne pratique sur cette technique, disponible en anglais sur son site internet.

Session 23: Présentation technique – Stratégie de reconnaissance

Dr. Franck Laruelle (ITOPF)

En utilisant des photographies, Dr. Laruelle a illustré l'importance de la reconnaissance aérienne comme première étape dans l'intervention contre un déversement d'hydrocarbures afin d'obtenir un aperçu global de l'incident. Cela permet de localiser et d'identifier le pétrole en mer, de quantifier le volume, d'établir la nature de la pollution, de valider le courant et la trajectoire de la nappe, de fournir des données pour la modélisation, d'identifier les ressources vulnérables, d'établir des priorités dans la lutte à terre, d'évaluer la faisabilité de l'intervention, d'assister les opérations en mer et de suivre l'efficacité de la stratégie de lutte. L'expert a également insisté sur l'importance de faire appel à des personnes expérimentées, d'une solide préparation et d'une bonne communication afin d'optimiser les bénéfices de la reconnaissance aérienne et d'éviter les erreurs. Plusieurs guides sont disponibles sur ce sujet.

Session 24: Fin de la troisième journée et introduction du quatrième jour

M. Anton Rhodes, Chef du Projet GI WACAF

Le programme de la dernière journée, en particulier la session consacrée aux bilans nationaux, a été présenté aux participants.

JOUR 4 Jeudi 19 novembre 2015

Session 25: Présentation du nouveau site internet

Mme Chloe Blais, Consultante pour le Projet GI WACAF

Mme Blais a présenté la nouvelle version du site internet du GI WACAF qui sera disponible en décembre 2015. Elle a souligné les principales améliorations. Les internautes pourront trouver davantage d'informations sur toutes les activités organisées depuis 2006 ainsi que des données sur les pays de la région et de la documentation relative à la préparation et à la lutte contre les déversements d'hydrocarbures.

Session 26: Bilans nationaux

Tous les délégués

Les formulaires de bilans nationaux ont été distribués pour permettre aux délégués d'évaluer le niveau de préparation, de fixer leurs objectifs pour le prochain exercice biennal et de rédiger un plan d'action pour atteindre ces objectifs au niveau national. Une copie du profil pays complété en 2013 a également été distribuée avec le formulaire; les délégués ont mis à jour son contenu. Les changements identifiés par les Points Focaux seront intégrés et une nouvelle version du document sera disponible sur le site internet du GI WACAF (<http://www.giwacaf.net/fr/>). Un modèle du formulaire est disponible en annexe 10.

La matrice de préparation constitue l'élément central du formulaire. Elle détaille les indicateurs de préparation de la Convention OPRC 90. Pour chacun de ces indicateurs, les délégués ont dû préciser

si ces actions étaient déjà mises en œuvre. Si elles ne l'étaient pas, les participants ont évalué le degré de priorité de sa mise en œuvre pour le pays. Les actions prioritaires constituent le plan d'action national du pays qui sera utilisé par GI WACAF pour identifier les activités du Projet en 2016 et 2017. Les délégués ont également mentionné le niveau d'intérêt pour plusieurs sujets relatifs à la préparation et à la lutte contre les déversements d'hydrocarbures tels que l'Analyse des avantages environnementaux nets (NEBA) ou la stratégie de reconnaissance.

Session 27: Recommandations pour le prochain exercice biennal 2016-2017 et prochaines étapes pour le Projet GI WACAF

M. Christophe Rousseau (Cedre) et M. Anton Rhodes (GI WACAF)

L'atelier a été conclu par une présentation résumant les principales recommandations identifiées par les délégués durant la Conférence. Il a été précisé que les éléments fournis par les participants seront utilisés pour élaborer le programme de travail pour le prochain exercice biennal (2016-2017) et définir les prochaines étapes du Projet GI WACAF.

- **Concernant la législation:**
 - Poursuivre la ratification et la transposition dans le droit national des conventions internationales
 - Comprendre les différents mécanismes d'indemnisation disponibles au niveau national, au niveau international et au niveau privé
 - Identifier le soutien pour la préparation des demandes d'indemnisation
 - Former le personnel en charge de l'élaboration des lois nationales pour transposer les textes internationaux
- **Concernant le système de gestion de crise (IMS):**
 - Promouvoir le concept de système de gestion de crise et son intégration dans les PNIU
 - Clarifier l'utilisation des systèmes de gestion de crise dans les scénarios transfrontaliers
 - Améliorer l'efficacité du système de gestion de crise au travers d'exercices nationaux et bilatéraux
- **Concernant la coopération internationale:**
 - En priorité, établir et tester les coordonnées à utiliser en cas d'urgence pour les autorités nationales et les représentants de l'industrie
 - Développer la coopération bilatérale, sous-régionale et régionale
 - Utiliser les mécanismes déjà existants (par exemple SAR)
 - Éliminer les éventuelles barrières diplomatiques en mettant en application les accords opérationnels
 - Tester les procédures de manière régulière
 - Encourager les échanges réguliers entre pays dans le domaine de la lutte contre les déversements d'hydrocarbures
- **Concernant l'Analyse des avantages environnementaux nets (NEBA) :**
 - Promouvoir l'intégration de NEBA dans les PNIU et les annexes (cartes de vulnérabilité, politique d'utilisation des dispersants, système de gestion de crise, procédures opérationnelles)

- Encourager l'utilisation de NEBA durant les exercices
- Publier des informations sur NEBA sur le site internet du GI WACAF
- **Concernant la lutte à terre:**
 - Promouvoir la mise en application de la lutte à terre dans les PNIU et dans les plans locaux
 - Identifier un coordinateur national si besoin
 - Développer des procédures opérationnelles
 - Intégrer les options de lutte à terre dans les atlas de vulnérabilité
 - Identifier la disponibilité et les capacités de déploiement des moyens de lutte
 - Créer un stock minimal d'équipement (PPE etc.)
 - Organiser formations et exercices, en particulier pour les potentiels responsables de chantier
 - Promouvoir les compétences et les savoir-faire locaux
- **Concernant les politiques de dispersants:**
 - Poursuivre le soutien de la mise en œuvre des politiques nationales sur les dispersants, en utilisant les modèles fournis par l'OMI et l'IPIECA (avec la liste des dispersants approuvés, les limites géographiques d'utilisation et le processus de décision)
 - Développer une stratégie régionale
 - Publier des informations sur les dispersants sur le site du GI WACAF

Un résumé de ces recommandations est disponible dans la section 7 de ce rapport.

6.3. Cérémonie de clôture

Représentant l'OMI, M. Thomas Liebert a remercié les délégués pour leur participation active dans le Projet GI WACAF, qui a permis d'observer des résultats très positifs durant les dix dernières années. Il a réitéré la disponibilité de l'OMI, de l'IPIECA et d'autres organisations telles que les FIPOL, le Cedre, l'ITOPF ou OSRL pour assister les pays dans le renforcement des capacités nationales.

Au nom du Projet, M. Anton Rhodes a remercié l'Agence de Protection Environnementale du Ghana pour la co-organisation de l'évènement, ainsi que le personnel de l'hôtel et les traducteurs pour leur soutien logistique et les participants pour leurs contributions.

M. Rupert Bravery, Président du Projet GI WACAF, a insisté sur l'importance du partenariat entre l'industrie et le gouvernement, qui est le facteur central dans la réussite du Projet GI WACAF.

M. Agbenor-Efunam a félicité les participants pour leurs efforts durant ces quatre jours intenses de Conférence. Il a officiellement clôturé l'activité.

Chaque participant a reçu un certificat et une clé USB regroupant l'ensemble des présentations et de la documentation utilisées durant la Conférence.

7. Recommandations

Les recommandations générales suivantes, basées sur les conclusions des différentes sessions, ont été présentées durant le dernier jour de la Conférence :

1. Le programme de travail 2016-2017 du GI WACAF continuera de se concentrer sur les catégories essentielles identifiées lors de la précédente Conférence régionale (Namibie 2013) afin d'atteindre l'ensemble des objectifs définis :
 - a. Mettre en œuvre les éléments fondamentaux de la Convention OPRC 90 à travers le développement des PNIU et en mettant l'accent sur les exercices pour tester ces plans.
 - b. Renforcer les éléments spécifiques des PNIU, en particulier la gestion des déchets, la politique de dispersants, le système de gestion de crise, la lutte à terre et la cartographie de vulnérabilité.
 - c. Développer les capacités de lutte transfrontalières en organisant des exercices transfrontaliers entre pays voisins partageant des risques de déversements d'hydrocarbures.
2. De nouveaux éléments pourront être ajoutés à la liste développée ci-dessus :
 - a. Soutenir la transposition dans le droit national de la Convention de 1992 sur la Responsabilité civile (CLC 1992) et promouvoir la ratification de la Convention sur les hydrocarbures de soute (BUNKERS 2001).
 - b. Intégrer de manière systématique le concept d'Analyse des avantages environnementaux nets (NEBA) dans le programme de travail.
 - c. Organiser des ateliers transfrontaliers permettant de discuter d'une approche sous-régionale pour des sujets tels que les dispersants, les systèmes de gestion de crise ou l'Analyse des avantages environnementaux nets (NEBA).
 - d. Améliorer la coopération entre le Projet GI WACAF et la Convention d'Abidjan.
3. GI WACAF devra également être capable de fournir une assistance supplémentaire pour répondre à des besoins spécifiques sur des sujets qui ne font pas partis du programme de travail mais qui présentent un intérêt pour certains pays (par exemple, la reconnaissance aérienne ou l'intervention vis-à-vis de la faune polluée).

Des conclusions plus détaillées seront identifiées à travers l'analyse approfondie des bilans nationaux complétés par les différentes délégations nationales.

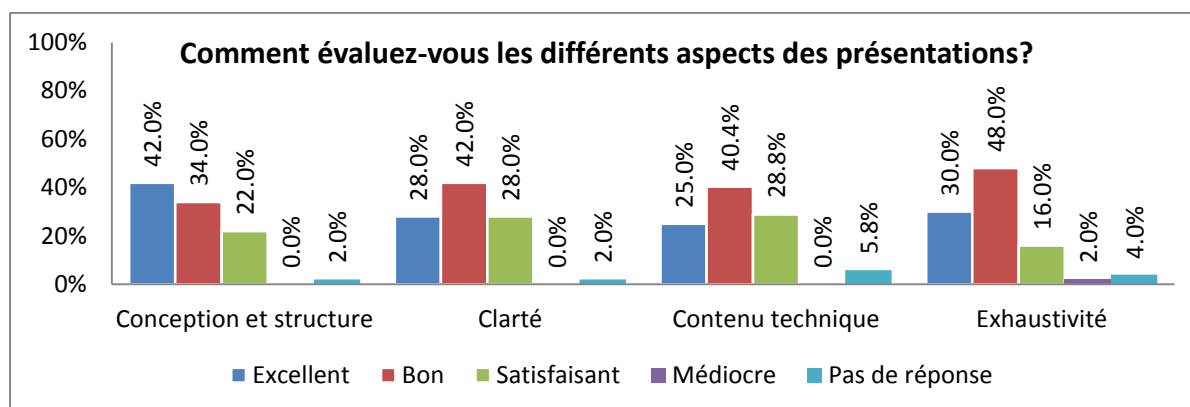
8. Conclusion

La Conférence régionale a atteint ses objectifs et de nombreux points positifs ont pu être observés. Les Points Focaux restent engagés dans le Projet et sont intéressés de savoir comment les autres pays de la région abordent les questions de préparation et de lutte contre les déversements d'hydrocarbures. Les participants ont également échangé des connaissances techniques détaillées durant les quatre jours. L'exercice sur table et les présentations techniques ont fourni une perspective opérationnelle sur les aspects essentiels pour le renforcement des capacités de lutte contre les déversements d'hydrocarbures. Les groupes de travail ont été le cadre de discussions productives et ont permis de développer des recommandations pour l'exercice biennal 2016-2017.

Ces recommandations ont permis de fixer des objectifs ambitieux qui demanderont la participation active de l'ensemble des Points Focaux gouvernementaux et de l'industrie.

Enfin, la Conférence régionale a constitué une opportunité unique pour s'assurer que le programme de travail reflète de manière adéquate les différents niveaux de capacités de lutte des pays; c'est pourquoi les activités prévues doivent être adaptées aux besoins de chacun de ces pays.

Le succès de l'évènement a été confirmé par les commentaires positifs recueillis auprès des participants. 93% des délégués considèrent que les objectifs de la Conférence ont été atteints et 95% ont déclaré qu'ils allaient réutiliser les informations reçues. Les délégués ont également évalué les différents aspects de chaque session. Les résultats sont présentés ci-dessous :



Annexe 1 – Programme



P
R
O
G
R
A
M
M
E

Conférence Régionale GI WACAF 2015

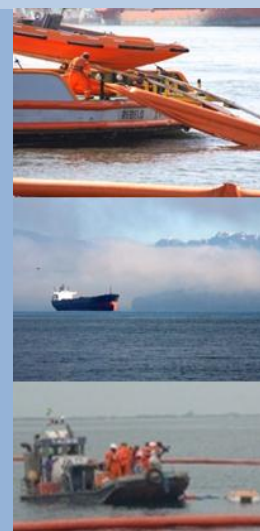
*“Prévention et intervention en cas de déversements d’hydrocarbures en Afrique Occidentale, Centrale et Australe: un pas de plus vers le renforcement des capacités nationales et régionales” **

**Hôtel Holiday Inn, Accra, Ghana
16 – 19 novembre 2015**

Global Initiative for Western, Central and Southern Africa

* Sous réserve de modifications

Accueillie par
l'Agence de Protection
Environnementale (EPA)

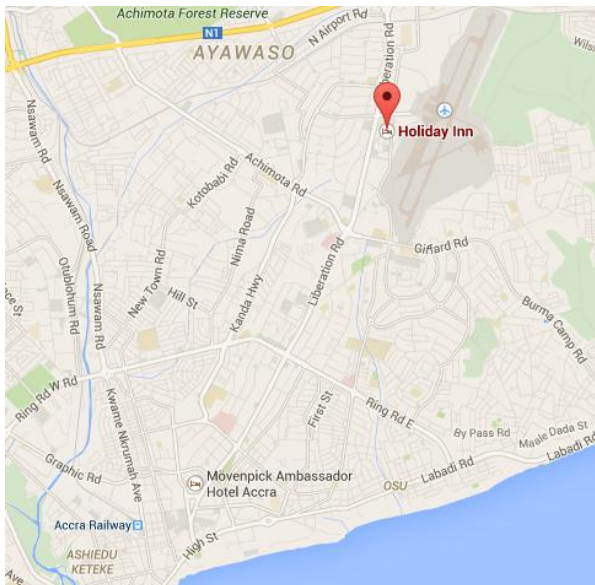


Dates et lieu de la Conférence

La Conférence Régionale GI WACAF se tiendra du lundi 16 au jeudi 19 novembre 2015 à l'hôtel Holiday Inn, à Accra, Ghana.



Carte



Adresse:

Plot 19 & 20, Airport City Airport By-Pass Road
P.O. Box 97
Accra, Ghana

Coordonnées:

Tel: +233 302 785 153

Fax: +233 302 785 212

E-mail: accra@holidayinnaccraairport.com

Objectifs de la Conférence

1. Sensibiliser à la préparation à la lutte en mettant en évidence les défis auxquels doivent faire face les pays de la région;
2. Faciliter le partage d'information et les retours d'expérience dans la région;
3. Faire le bilan des progrès réalisés depuis la dernière Conférence régionale (Namibie, 2013);
4. Etablir les actions prioritaires pour l'exercice biennal 2016-2017 afin de renforcer les capacités de lutte dans la région.

Contacts



Anton Rhodes, IMO / IPIECA – Chef du Projet GI WACAF (interlocuteur anglophone)

Tel: +44 (0)20 7725 7205 / Cell: +44 (0)77 3899 3689

Email: anton.rhodes@ipieca.org



Chloé Blais, IMO / IPIECA – Consultante pour le Projet GI WACAF

Tel: +44 (0)20 7463 4063 / Cell: +44 (0)75 8503 8529

Email: cblais@imo.org



Kojo Agbenor-Efunam, Agence de Protection Environnementale du Ghana – Directeur Adjoint Pétrole et Gaz (interlocuteur anglophone et organisateur au Ghana)

Tel: +233 302 664 697/8 / Cell: +233 264 879 187

Email: kojo.efunam@gmail.com

Présentation de l'Initiative Mondiale pour l'Afrique Occidentale, Centrale et Australe

L'Initiative Mondiale pour l'Afrique Occidentale, Centrale et Australe (GI WACAF) est un partenariat entre l'Organisation Maritime Internationale (OMI) et IPIECA, l'association mondiale d'études des questions environnementales et sociales du secteur pétrolier, dont l'objectif est de renforcer la capacité des pays à se préparer et à répondre aux déversements d'hydrocarbure.

Une des caractéristiques innovantes est de promouvoir le développement de partenariats publics/privés pour une réponse efficace aux déversements d'hydrocarbures faisant usage de l'expertise et des ressources existantes au niveau de l'industrie.

La mission du GI WACAF est de renforcer la capacité nationale de lutte contre les pollutions aux hydrocarbures dans 22 pays d'Afrique Occidentale, Centrale et Australe par la mise en place de partenariats locaux entre les industries pétrolières et les autorités responsables de la préparation et de la lutte contre les déversements d'hydrocarbures au niveau national.

Le Projet GI WACAF est un programme conjointement financé par l'OMI et par neuf compagnies pétrolières membres du projet (BP, Chevron, ConocoPhillips, ENI, Exxon Mobil, Marathon, PERENCO, Shell et Total) par l'intermédiaire de l'IPIECA.



Le cadre d'activité est l'organisation d'ateliers, formations, séminaires et exercices de déploiement avec les autorités chargées de la lutte contre les déversements d'hydrocarbures au niveau national, en partenariat avec des entreprises locales.

Le Projet GI WACAF est basé sur un système de gestion efficace qui établit six objectifs et indicateurs clés de performance pour renforcer les capacités des pays à se préparer et à lutter contre les pollutions par hydrocarbures. Ces objectifs couvrent les aspects de la Convention OPRC 1990 :

Objectif 1. Législation : Promouvoir la ratification des Conventions OPRC 90, CLC 92 et Fonds 92.

Objectif 2. Plan National d'Intervention d'Urgence : Promouvoir le développement des plans nationaux d'intervention d'urgence contre les pollutions marines accidentelles (incluant : cartes de vulnérabilité, études de risques, politique d'emploi des dispersants et système de gestion de crise).

Objectif 3. Autorité nationale désignée : Clarifier les rôles et les responsabilités de chacun pour la préparation et la lutte.

Objectif 4. Accords régionaux de coopération et d'assistance : Promouvoir la coopération et l'assistance mutuelle en cas d'incident.

Objectif 5. Formation et exercice dans le pays : Assurer régulièrement des formations et exercices dans chaque pays.

Objectif 6. Moyens du pays : Soutenir les pays pour le développement de leurs capacités de lutte.

Jour 1 – Lundi 16 novembre 2015

8:30	Inscription
10:30	Cérémonie d'ouverture <ul style="list-style-type: none">• Allocution de bienvenue – Représentant du gouvernement du Ghana• Discours d'ouverture – Représentant du gouvernement du Ghana• Discours d'ouverture – Dandu Pughiuc, Directeur Adjoint, Organisation Maritime Internationale• Discours d'ouverture – Rupert Bravery, Président du Projet GI WACAF
12:00	Photographie de groupe
12:30	Déjeuner
13:30	Introduction – Anton Rhodes, Chef du Projet GI WACAF
14:30	Aperçu Régional – Kojo Agbenor-Efunam, Agence de Protection Environnementale du Ghana
15:00	Faits marquants 2014 – 2015 <ul style="list-style-type: none">• Récentes activités GI WACAF organisées au Gabon – Louis-Léandre Ebobola Tsibah, Gabon• Bilan 2013-2015 des activités de lutte et de préparation à la lutte contre les pollutions accidentelles – Martin Diagne Dibi, Côte d'Ivoire
15:45	Pause café
16:15	Faits marquants 2014 – 2015 (suite) <ul style="list-style-type: none">• Aperçu des activités de préparation et de lutte contre les déversements d'hydrocarbures au Nigéria – Idris Olubola Musa, Nigéria• Risques de déversements d'hydrocarbures associés aux activités maritimes en Namibie – Pinehas Auene, Namibie
17:00	Conclusion du premier jour – Christophe Rousseau Introduction du deuxième jour – Anton Rhodes
17:30	Fin du premier jour – Réception

Président de séance: Christophe Rousseau, Cedre

Jour 2 – Mardi 17 novembre 2015

8:30	Groupe de travail A	Groupe de travail B	Groupe de travail C
8:45	Analyse des avantages environnementaux nets (NEBA)	Systèmes de Gestion de crise	Coopération Internationale
9:45	Systèmes de Gestion de crise	Coopération Internationale	NEBA
10:45	Pause café		
11:15	Coopération Internationale	NEBA	Systèmes de Gestion de crise
12:15	Déjeuner		
	Groupe de travail A	Groupe de travail B	Groupe de travail C
13:15	Politique de dispersants	Lutte à terre	Législation
14:15	Lutte à terre	Législation	Politique de dispersants
15:15	Législation	Politique de dispersants	Lutte à terre
16:15	Pause café		
16:45	Debriefing des Groupes de travail 25 minutes par Groupe		
18:00	Fin du deuxième jour – Anton Rhodes		

Liste des modérateurs et des présentateurs:

	Modérateurs	Présentateurs
NEBA	Thomas Liebert, FIPOL	Peter Taylor, IPIECA
Systèmes de Gestion de crise	Rupert Bravery, ExxonMobil	Andy Nicoll, OSRL
Coopération internationale	Christophe Rousseau, Cedre	Franck Laruelle, ITOPF
Politique de dispersants	Peter Taylor, IPIECA	Andy Nicoll, OSRL
Lutte à terre	Franck Laruelle, ITOPF	Christophe Rousseau, Cedre
Législation	Anne Reglain, ITOPF	Thomas Liebert, FIPOL

Jour 3 – Mercredi 18 novembre 2015

9:00	Briefing sur l'exercice d'application du concept de NEBA – Andy Nicoll, OSRL
9:30	Exercice d'application du concept de NEBA Andy Nicoll, OSRL; Franck Laruelle, ITOPF et Peter Taylor, IPIECA
10:30	Pause café
11:00	Exercice (suite)
11:30	Debriefing de l'Exercice
12:00	Déjeuner
13:00	Présentations techniques <ul style="list-style-type: none">• Aperçu et derniers développements du <i>Joint Industry Project</i> (JIP) – Robert Limb, OSRL• Développement de la préparation à la lutte: l'expérience récente d'OSPRI – Peter Taylor, IPIECA• Etude de cas: Nettoyage du littoral et gestion des déchets à Madagascar – Franck Laruelle, ITOPF• Derniers développements sur les demandes d'indemnisation dans le cadre des Conventions CLC et Fonds – Thomas Liebert, FIPOL• Lutte contre la faune polluée – Anne Reglain, ITOPF
15:00	Pause café
15:30	Présentations techniques (suite) <ul style="list-style-type: none">• Données <i>MetOcean</i>, lutte contre les déversements d'hydrocarbures et modélisation dans le Golfe de Guinée – Dr Babatunde Anifowose, Université de Coventry• L'utilisation de moyens de fortune dans la lutte – Christophe Rousseau, Cedre• Brûlage sur site (<i>In-situ Burning</i>) – Andy Nicoll, OSRL• Stratégie d'observation – Franck Laruelle, ITOPF• Présentation du nouveau site internet du GI WACAF – Chloe Blais, GI WACAF
17:15	Fin du troisième jour et introduction du quatrième jour – Anton Rhodes

Jour 4 – Jeudi 19 novembre 2015

9:30	Président de séance: Christophe Rousseau	Bilans nationaux (Gouvernement) – Anton Rhodes Profils Pays <i>Session ouverte aux représentants de l'industrie</i>
11:00		Pause café
11:30		Bilans nationaux (suite) Plans d'action nationaux Futurs sujets prioritaires <i>Session ouverte aux représentants de l'industrie</i>
12:00		Déjeuner
13:30		Recommandations pour le prochain exercice biennal 2016-2017 et prochaines étapes pour le Projet GI WACAF – Anton Rhodes
14:30		Cérémonie de clôture <ul style="list-style-type: none">• Discours de clôture – Dallas Laryea, Coordinateur régional, Afrique de l'Ouest et Centrale (anglophone), Organisation Maritime Internationale• Discours de clôture – Rupert Bravery, Président du Projet GI WACAF• Discours de clôture – Directeur Exécutif, Agence de Protection Environnementale du Ghana
15:30	Fin de la Conférence	

Annexe 2 – Programme de la Cérémonie d'ouverture (anglais)



P
R
O
G
R
A
M
M
E

GI WACAF Regional Conference 2015

Hotel Holiday Inn, Accra, Ghana
16 – 19 November 2015

OPENING CEREMONY 10:30 – 12:30

- Opening Prayer – Kojo Agbenor-Efunam, Deputy Director/Oil & Gas, EPA
- Welcome Address – Daniel Amlalo, Executive Director, EPA
- Opening speech – Hon. Hanny-Sherry Ayittey, Minister, Fisheries and Aquaculture Development
- Opening speech – Dandu Pughiuc, Senior Deputy Director, International Maritime Organization
- Opening Speech – Hon. Dzifa Ativor, Minister, Transport
- Opening Speech – Hon. Emmanuel Buah (MP), Minister, Petroleum
- Opening speech – Rupert Bravery, Chairman of the GI WACAF Project
- Keynote Address – Hon. Mahama Ayariga (MP), Minister, Environment, Science, Technology and Innovation
- Closing Prayer – Kojo Agbenor-Efunam, Deputy Director/Oil & Gas, EPA





HOSTED BY:



MC: ODELIA NTIAMOAH



Annexe 3 – Liste des conférenciers et modérateurs

	<p>Babatunde Anifowose <i>Maître de conférence/Directeur pédagogique</i> <i>Programme maîtrise ès sciences technologie du pétrole et de l'environnement</i> <i>Faculté d'Ingénierie, d'Environnement & d'Informatique</i> <i>Université de Coventry (Royaume-Uni)</i></p>	
	<p>Membre de la «Society of Petroleum Engineers » (HSSE discipline technique), le Dr Babatunde Anifowose a entrepris des recherches de doctorat dans les domaines de sciences de l'environnement entièrement financées par le Fonds de développement de la technologie pétrolière (PDTF) (2007 à 2010) au sein du Groupe de recherche en sciences de l'eau, de l'Université de Birmingham, Royaume-Uni. Il a assisté à de nombreux cours de perfectionnement professionnel continu, y compris la formation sur les «Concepts de prévision du devenir et du transport des déversements d'hydrocarbures» organisée par l'Administration Nationale Américaine des Affaires Océaniques et Atmosphériques et «Techniques de pose de barrages dans les eaux à courant lent et rapide» organisée par l'Agence américaine de protection de l'environnement, les deux formations étant financées par l'Institut Américain du Pétrole. Il a également suivi une formation en internat à plein temps nommée « Science de déversements d'hydrocarbures » sur le campus de la NOAA à Seattle, Washington aux Etats-Unis. En outre, il a entrepris une formation pratique résidentielle complète (une semaine) sur le maillage et la modélisation hydrodynamique (pour la simulation de la trajectoire des déversements d'hydrocarbures) organisée par HR Wallingford, Oxford, Royaume-Uni.</p> <p>Les intérêts généraux de Babatunde en matière de recherche se concentrent en grande partie sur l'évaluation et l'atténuation des impacts environnementaux à travers la chaîne de valeur pétrolière et de gaz, y compris l'enquête EIE des projets pétroliers et gaziers en Afrique tropicale qui implique la prévision du temps de déplacement des déversements pétroliers / la simulation de la trajectoire des déversements pétroliers, le principe de la géométrie hydraulique, le transport du pétrole et du gaz, ainsi que les SIG et les applications environnementales de télédétection. L'expérience en recherche de Babatunde remonte à environ 15 ans sur un projet commandé par la Banque mondiale sur les infrastructures de transport et de voyage rurales dans les zones riveraines des communautés productrices de pétrole sélectionnées dans la région du Delta du Niger au Nigéria. Il a travaillé en tant que conseiller à la Commission des bourses du Commonwealth du DFID sur la qualité des demandeurs de bourses d'études et de leur aptitude à entreprendre des recherches postdoctorales au Royaume-Uni dans le domaine des sciences de l'environnement relatives à la pollution par les hydrocarbures. Il a également travaillé sur un projet de l'industrie visant à déterminer comment l'hydrodynamique localisée pourrait influencer le comportement du pétrole. Babatunde est Ami du Commission de Recherche sur le Transport du comité sur le transport des matières dangereuses de l'Académie nationale des sciences des États-Unis d'Amérique - AT040 depuis 2008. Il est aussi membre de la Société hydrologique britannique (avec l'Institution of Civil Engineers).</p>	
	<p>Pinehas Auene <i>Directeur adjoint: lutte contre la pollution marine et la recherche et sauvetage (SAR)</i> <i>Direction des Affaires Maritimes de la Namibie</i></p>	
	<p>La carrière maritime de M. Auene s'étend sur 19 ans dans le domaine de gestion des navires et de la réglementation. Au titre de Directeur de la lutte contre la pollution marine et de SAR au sein du Ministère des Travaux et des Transports, ses principaux résultats comprennent la minimisation du risque de la pollution marine dans les eaux namibiennes et l'accroissement du nombre de personnes sauvées des incidents maritimes et de</p>	

l'aviation en mer. M. Auene détient plusieurs postes de haut niveau dans la région: il siège au conseil d'administration de la Commission du courant de Benguela (BCC) et est membre du Comité sous régional de coordination SAR pour la Région Maritime SAR Afrique australe. Il est le Point Focal national GI WACAF pour la Namibie.

En ce qui concerne l'affiliation aux associations professionnelles, il est respectivement membre de l' « Institute of Chartered Shipbrokers » (ICS) et de l'Institut nautique (NI). M. Auene est titulaire d'une maîtrise en affaires maritimes de l'Université Maritime Mondiale ainsi que d'autres compétences dans les domaines de la gestion des navires, du transport et du commerce international.



Kojo Agbenor-Efunam

*Directeur adjoint chargé du pétrole et du gaz
Agence pour la protection de l'environnement du Ghana*



M. Kojo Agbenor-Efunam (anciennement appelé Wilson Kwadzo Tamakloe) est titulaire d'une Licence en Génie géologique de l'Université des sciences et technologies Kwame Nkrumah, Kumasi, Ghana et une Maîtrise en Géosciences du pétrole de l'Université norvégienne de sciences et de technologie, Trondheim, Norvège. Il détient également un diplôme en politique et gestion des ressources pétrolières; des certificats en planification d'urgence en cas de marée noire, en gestion des zones économiques exclusives, en conformité et application, en systèmes de gestion géo-information et technologie de l'information. Il a travaillé à l'Agence pour la protection de l'environnement (EPA) du Ghana pendant les quinze dernières années en tant qu'Inspecteur de l'environnement, Spécialiste en gestion géo-information, Formateur informatique, Chargé du dossier pour le plan national d'urgence en cas de déversement de pétrole au Ghana jusqu'à son récent portefeuille de Directeur adjoint du département du Pétrole, un département dont il a joué un rôle déterminant dans la création au sein de l'EPA. Il est actuellement le Point Focal de l'Organisation Maritime Internationale pour le Ghana dans le cadre du projet GI WACAF. Il a beaucoup voyagé pour le compte de l'EPA et le pays dans les instances internationales, où il présente des communications et des présentations au nom de l'EPA et le pays sur les questions environnementales et en particulier, la planification des mesures d'urgence contre les marées noires au Ghana.



Rupert Bravery,

*Conseiller en Préparation aux situations d'urgence et
organisation des secours chez ExxonMobil et Président du Projet GI
WACAF*



Rupert Bravery est actuellement Conseiller en Préparation aux situations d'urgence et organisation des secours chez ExxonMobil pour les régions de l'Europe, de l'Afrique et du Moyen-Orient. Ses responsabilités couvrent l'ensemble des domaines pétroliers et chimiques ainsi que des fonctions d'entreprise. Outre l'intervention en cas de déversements d'hydrocarbures, il possède également de l'expérience dans la gestion de crise lors de catastrophes naturelles, de troubles civils et de cybersécurité et tous autres problèmes liés à la sécurité en utilisant des systèmes de gestion des incidents et des processus de gestion de crise. Rupert assure des formations en interventions tactiques et stratégiques en cas de crises, y compris l'organisation et l'évaluation des grands exercices d'intervention d'urgence. Il est entré au service de la société ExxonMobil en 1981.

Il est président de deux organisations de l'Initiative mondiale, GI WACAF et OSPRI, la dernière couvrant la mer Noire, la mer Caspienne et l'Eurasie centrale. Il siège au Comité des déversements d'hydrocarbures du Groupe de travail de l'APIECA.

Rupert détient une licence avec mention en économie et est membre honoraire de l'Université du Sussex. Il est aussi doté de compétences professionnelles dans le domaine des opérations de transport routier.

En dehors de l'industrie, Rupert est Président du conseil et fiduciaire d'un organisme de bienfaisance au Royaume-Uni, la « Johnson Beharry VC Foundation », dont le but est d'aider les jeunes à sortir des gangs et leur permettre d'obtenir des emplois durables.

	<p>Martin Niagne Dibi <i>Directeur</i> <i>Centre National Anti-Pollution de la Côte d'Ivoire</i></p>	
	<p>Louis-Léandre Ebobola Tsibah <i>Directeur Général</i> <i>Direction Générale de l'Environnement et de la Protection de la Nature du Gabon</i></p>	
	<p>Gabriel Gyamfi <i>Expert de la lutte contre les déversements d'hydrocarbures</i> <i>Oil Spill Response Ltd (OSRL)</i></p>	



Franck Laruelle

*Chef d'équipe technique
Fédération Internationale de lutte antipollution des armateurs de
pétroliers (ITOPF)*



Le Dr Franck Laruelle est titulaire d'un doctorat en biologie marine de l'Université de Brest en France et a déjà travaillé avec les services d'environnement et d'intervention et les services d'intervention d'urgence de l'organisme français de recherche sur les déversements d'hydrocarbures, le Cedre, pendant 6 ans. Pendant ce temps, il a servi de conseiller technique au nom du gouvernement français sur un certain nombre de déversements, y compris ceux de l'ERIKA (1999) et du PRESTIGE (2002). Franck est entré au service de l'ITOPF en 2006 et a depuis joué un rôle de conseiller technique sur les incidents maritimes dans le monde entier. Franck a assisté à un certain nombre d'incidents impliquant des navires, y compris les principaux cas du FIPOL ces 10 dernières années, comme SOLAR 1 aux Philippines (2006) et HEBEI SPIRIT en Corée du Sud (2007) ainsi que les incidents relatifs aux déversements d'hydrocarbures de soute en provenance d'autres types de navires. Au sein de l'ITOPF, Franck dirige le groupe de travail SNPD et a été promu Chef d'équipe technique en janvier 2010.



Thomas Liebert

*Chef du Service des relations extérieures et des conférences
Fonds internationaux d'indemnisation pour les dommages dus à la
pollution par les hydrocarbures (FIPOL)*



Thomas Liebert rejoint les Fonds internationaux d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (FIPOL) en qualité de Chef du Service des relations extérieures et des conférences en 2010. Il est titulaire d'une maîtrise en droit international et a travaillé pendant les 15 dernières années dans le domaine de la protection de l'environnement marin et de la réponse aux déversements d'hydrocarbures. Il a travaillé pour l'Organisation Maritime Internationale à Londres et pour Oil Spill Response Ltd (OSRL) où il a occupé diverses fonctions, y compris un détachement auprès de l'IPIECA, l'association de l'industrie du pétrole et du gaz, une affectation auprès de la base d'OSRL à Singapour et au poste de responsable mondial des opérations, avant de rejoindre les Fonds. Au niveau des Fonds, M. Liebert supervise les relations extérieures de l'Organisation, le système de rapports sur les hydrocarbures, les services d'information et les réunions des organes directeurs. Il est également le point focal au FIPOL sur les questions liées à la Convention SNPD de 2010.



Robert Limb

*Directeur general
Oil Spill Response Ltd (OSRL)*



Après l'obtention de son diplôme en Génie chimique de l'Université d'Exeter, Robert rejoint Dresser Atlas Houston en 1980, occupant par la suite des postes à responsabilité croissante dans les domaines des opérations, des ventes et de gestion à l'échelle mondiale. En 1994, il s'est installé à Singapour en tant que Vice-Président pour l'Asie-Pacifique. Suite à l'acquisition d'Atlas occidental par Baker Hughes en 1998, Robert est retourné à Houston en tant que Vice-Président des opérations mondiales et ensuite Vice-Président des ventes. En 2005, il quitte Baker Hughes, rejoint Vetco Aibel et devient Président du Aibel Holdings. En 2009, Robert quitte Aibel et rejoint Total Safety Inc. en tant que Vice-Président Principal des Opérations Internationales. En 2013 il est nommé Directeur Général d'Oil Spill Response Limited et dès lors a également présidé le Global Response Network.



Idris Musa

*Directeur, Évaluation de champs de pétrole,
Agence nationale de détection et de réaction face aux
déversements d'hydrocarbures (NOSDRA)*



M. Idris Olubola Musa est né en Septembre 1957 à Ife-Olukotun dans l'Etat de Kogi, Centre-Nord, au Nigéria. Il a fréquenté l'école à Omu-Aran dans l'État de Kwara, au Nigéria, puis l'École des Etudes Fondamentales (Kwara Polytechnique) à Ilorin, Etat de Kwara pour ses études secondaires. Il a été admis à l'Université d'Ibadan, où il obtient une Licence ès sciences en Géographie en 1979. Il est titulaire d'une Maîtrise en planification urbaine et régionale de l'Université d'Ibadan et est également détenteur d'un Master en Administration des affaires qu'il a obtenu de l'Université d'Ilorin en 1992.

M. Musa débute sa carrière professionnelle dans le secteur privé où il parvient au poste de Directeur Exécutif chargé des opérations et des finances d'Oluyori Bottling Industry Nigeria Limited. Il a rejoint la fonction publique fédérale du Nigéria en 1996. Dans la fonction publique, sa carrière s'étend sur la gestion des déchets solides municipaux, ainsi que la gestion de l'environnement dans l'industrie du pétrole et du gaz, en particulier, la gestion des déversements d'hydrocarbures. Il est une des premières recrues de l'Agence nationale de détection et de réaction face aux déversements d'hydrocarbures au Nigeria (NOSDRA), il a en effet été le chargé de mission pour le cadre préparatoire à la création de l'Agence. Il a participé à plusieurs cours de formation à l'intérieur et en dehors du Nigéria sur la gestion des déversements d'hydrocarbures, notamment sur les niveaux de système de gestion de crise. Il a appliqué ses connaissances en matière de gestion des déversements d'hydrocarbures lorsque le Nigéria a connu un incident majeur de déversement de plus de 40.000 barils de pétrole dans une de ses installations pétrolières offshore en décembre 2011. Il a contribué à la demande du Nigeria pour le droit d'hébergement du Secrétariat pour le Centre Régional de Coordination pour l'Afrique Occidentale, Centrale et Australe; un exploit accompli par le Nigeria au Cap, en Afrique du Sud en mars 2014. M. Musa est actuellement le Point Focal pour le Nigéria à l'Initiative Mondiale pour l'Afrique Occidentale, Centrale et Australe ainsi que le directeur de l'évaluation des champs de pétrole, de l'Agence nationale de détection et de réaction face aux déversements d'hydrocarbures au Nigeria.



Andy Nicoll

*Responsable Plaidoyer
Oil Spill Response Ltd (OSRL)*



M. Andrew Nicoll (Andy) est le Responsable Plaidoyer d'Oil Spill Response Limited (OSRL), chargé de la gestion du programme de l'engagement avec les parties prenantes externes de la société. Il a rejoint la société en 1989 après 10 ans de service en tant qu'officier de quart de la marine marchande britannique. Il a travaillé dans l'industrie et au sein du gouvernement, assurant la gestion d'une base d'intervention Niveau 1 pour BP et comme agent chargé de la prévention de la pollution chez la MCA du Royaume-Uni. Il possède une expérience d'intervention tactique acquise dans plus de 30 déversements au Royaume-Uni et en Europe, et en 2010, il a servi de conseiller technique auprès du Responsable du Programme de SCAT pour l'incident de Macondo dans le golfe du Mexique. Il est gestionnaire d'incidents tel que défini dans le système de gestion des compétences approuvé de la société et il a également occupé des postes de formateur principal et de Chef des équipes d'opérations de l'OSRL avant son affectation actuelle.

	<p>Dandu Pughiuc <i>Directeur Adjoint</i> <i>Division du milieu marin, Organisation Maritime Internationale (OMI)</i></p>	
	<p>Anne Reglain <i>Conseillère technique</i> <i>Fédération Internationale de lutte antipollution des armateurs de pétroliers (ITOPF)</i></p>	
	<p>Christophe Rousseau <i>Directeur adjoint</i> <i>Centre de Documentation de Recherche et d'Expérimentations sur les pollutions accidentelles des eaux (Cedre)</i></p>	

Dandu Pughiuc a passé huit ans en mer servant à bord de différents types de navires. En 1985, il rejoint l'Administration maritime roumaine au sein du Ministère des Transports. Au cours de ses 12 ans dans la fonction publique, son travail portait sur la formation maritime et les opérations de la flotte maritime. Entre 1994 et 1997, il a servi en qualité d'Inspecteur en chef, chef de l'Administration de la sécurité maritime.

Il rejoint l'Organisation Maritime Internationale en mars 2000 en tant que Conseiller technique principal du Projet mondial de gestion des eaux de ballast (GloBallast). En mars 2004, il est nommé Directeur, Bureau de la gestion des eaux de ballast, et par la suite, en janvier 2012, Directeur adjoint et Chef de la Section prévention des risques biotechnologiques marines. En janvier 2013, il est nommé Directeur adjoint principal de la Division du milieu marin.

Anne est titulaire d'une licence en Génie de l'environnement et de la planification et une Maîtrise en génie de l'environnement. Avant de rejoindre l'ITOPF, Anne a travaillé en tant que détachée de Total SA au Centre régional de l'OMI aux Caraïbes (REMPEITC). À ce titre, elle a agi comme conseillère technique et consultante auprès des pays et territoires de la région des Caraïbes. Son rôle consistait notamment à faciliter et aider à l'élaboration de législations nationales, le développement des capacités nationales d'intervention ainsi que la formation sur la mise en œuvre des Conventions et Protocoles régionaux et internationaux pertinents à la pollution marine par les navires (y compris OPRC, MARPOL et la gestion des eaux de ballast). Anne rejoint l'ITOPF en 2014 et a depuis ce temps joué un rôle de conseillère technique sur les incidents maritimes dans le monde entier.

M. Christophe Rousseau a une formation initiale de scientifique universitaire et biologiste marin; il est donc logiquement mobilisé par la Marine française pendant son service militaire, et a participé à la mise en place du groupe de travail national français sur la pollution marine accidentelle créé après le naufrage de l'Amoco Cadiz. Depuis lors, l'ensemble de sa carrière a été axée sur la préparation et la lutte contre toute forme de pollution des eaux. En tant que membre du personnel à temps plein du Cedre depuis 1980, il a été impliqué dans toutes les activités du Centre, passant des opérations sur le terrain jusqu'au poste de gestion dans les cellules de crise et des centres de décision, et prend la responsabilité du Département de formation du Cedre et de ses relations avec les médias (1988). Adjoint au directeur du Cedre depuis 1995, il est responsable de la coordination de toutes les activités d'information, de documentation et de formation du Cedre. Il est également chargé de la direction de planification d'urgence.



Peter Taylor

Directeur

OSPRI, Oil Spill Preparedness Regional Initiative (Mer Caspienne - mer Noire - Eurasie centrale)



Peter Taylor détient un diplôme universitaire en sciences biologiques. Il a passé six ans dans le domaine de consulting environnemental avant de se spécialiser dans les activités de préparation et d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures durant les 20 dernières années. Il a été impliqué dans plus de 400 projets liés aux déversements de pétrole dans plus de 40 pays. Ces projets incluent la planification d'urgence en cas de déversements d'hydrocarbures, la formation et le développement d'exercices, outre la fourniture des conseils au cours des interventions en cas de marée noire importantes. M. Taylor a soutenu les contributions de l'IPIECA à l'Initiative Mondiale depuis 1998, aidant à renforcer la planification des mesures d'urgence dans le monde. Il assure la gestion de l'Initiative régionale (mer Caspienne – mer Noire – Eurasie centrale) pour la préparation aux déversements accidentels d'hydrocarbures (OSPRI), depuis son lancement en 2003 jusqu'à ce jour.



Anton Rhodes

Chef de Projet

l'Initiative Mondiale pour l'Afrique Occidentale, Centrale et Australe (Projet GI WACAF)



Anton est détenteur d'une Licence spécialisée en Relations internationales de l'Université d'Aberdeen. En 2009, il devient titulaire d'une Maîtrise en Relations internationales de l'Université du Cap, Afrique du Sud. Anton rejoint l'IPIECA la même année et devient Chef de projet du Groupe de travail consacré aux pollutions par hydrocarbures de l'IPIECA en 2011. En août 2013, Anton est nommé Chef du projet GI WACAF.



Chloé Blais

Consultante pour le Projet GI WACAF

l'Initiative Mondiale pour l'Afrique Occidentale, Centrale et Australe (Projet GI WACAF)



Diplômée de l'Université de Grenoble (France), Chloé est titulaire d'une Maîtrise en économie internationale. Elle détient également une Maîtrise en sciences politiques de l'Université de Maastricht (Pays-Bas). Elle a travaillé chez Total pendant 3 ans en France et en Russie, avant de rejoindre le projet GI WACAF en septembre 2014. Elle est basée au siège de l'Organisation Maritime Internationale à Londres.

Annexe 4 – Liste des participants



CONFERENCE REGIONALE GI WACAF 2015 / 16 NOVEMBRE 2015				
PAYS	NOM	ORGANISATION	COORDONNEES	E-MAIL
Angola	Baptista Vunge Andre	Port of Soyo	(+244) 923 526 643	baptista.andre@impa.gov.ao
Benin	Fabrice Yehonnou Tchebenton Metonwaho	Direction de la Marine Marchande	(+229) 974 816 69	metonwaho@yahoo.fr
Cape Verde	Joao Lopes Rosario	Agência Marítima e Portuária	(+238) 913 1071	rosarlobes@hotmail.com
Congo	Médard Ngobo	Direction Générale de la Marine Marchande	(+242) 066 644 080	ngobomedard@yahoo.fr
	Jean-Richard Balou	Direction Générale de la Marine Marchande	(+242) 066 584 750	ioubadzi@yahoo.fr
Cote d'Ivoire	Martin Diagne Dibi	Centre Ivoirien Anti Pollution (CIAPOL)	(+255) 02355846/ 2022544	dibmartino@yahoo.fr
	Mrs Aya Odette Kouakou épouse Coulibaly	Direction Générale des Affaires Maritimes et Portuaires, Ministère des Transports	(+225) 078 77 135	odeya2011@yahoo.fr
Democratic Republic of the Congo	Jean-Paul Mwamba Nyembo	Centre National de Lutte de la Pollution Marine,	(+243) 997 816 451	nyembordc@yahoo.fr
	Adalbert Mbaya Kakasu	Direction de la Marine et des Voies Navigables	(+243) 999 948 102	adalbertmbaya@gmail.com
Equatorial Guinea	Santos Ndong Mba	Maritime Affairs Department, Ministry of Transport		santosndong@yahoo.com
France	Christophe Rousseau	Centre de documentation, de recherche et d'expérimentations sur les pollutions accidentelles des eaux (Cedre)	(+33) 0298 331 010	christophe.rousseau@cedre.fr
Gambia	Al-haji Sanneh	National Disaster Management Agency	(+220) 99 77 255	macds03@gmail.com
	Mrs Rohey Samba-Jallow	Gambia Maritime Administration	(+220) 99 477 44	romumawa@gmail.com
Gabon	Roger Bibang Eya	Direction Générale de l'Environnement et de la Protection de la Nature	(+241) 052 227 85	bibangeya@yahoo.com
	Allyanoh Mouenzi-Mouenzi	Direction Générale de la Marine Marchande	(+241) 065 504 59	allyanoh@yahoo.fr

	Roseline Mboukou Foutou	Direction Générale du Droit de la Mer, Ministère des Affaires étrangères	(+241) 076 439 17	roz_patricia_mboukou@yahoo.fr
	Marie-Jocelyne Obiang Mbenga	Direction Générale du Droit de la Mer, Ministère des Affaires étrangères	(+241) 067 852 92	josselyne_obiang@yahoo.fr
Ghana	Kojo Agbenor-Efunam	Environmental Protection Agency	050 1301 381	kojo.efunam@gmail.com
	Abdul Nasir Inusah	Ghana Maritime Authority		
	Francis Baffour	Zoil Response Ltd	0275 560 75 02	abserve@btopenworld.com
Guinea	Ibrahima N'gaye Camara	Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts	(+224) 622 400 398	ibrogaye@yahoo.fr
	Moudjitaba Sow	Direction Nationale de la Marine Marchande, Ministère des Transports	(+224) 664 244 692	moudjitabatmci@yahoo.fr
Guinea-Bissau	Octávio Cabral	Secretaria de Estado do Ambiente e Desenvolvimento Durável	(+245) 966 732 289	octavio_cabral@yahoo.com.br
	Carlos Da Silva	Instituto Marítimo e Portuário	(+245) 966 589 393	sambuia@yahoo.com.br
Liberia	John Cuffey Blegbeh	Liberia Maritime Authority	(+231) 880 525 608	cuffey11@aol.com
	Daniel Tarr	Liberia Maritime Authority	(+231) 886 562 227	ditar2003@yahoo.com
Mauritania	Babana Ould Yahya	Direction de la Marine Marchande	(+222) 465 80 58	elbouyahya@yahoo.fr
Namibia	Pinehas Auene	Directorate of Maritime Affairs	(+264) 642 086 305	pauene@mwtc.gov.na
Nigeria	Idris Olubola Musa	National Oil Spill Detection and Response Agency (NOSDRA)	(+234) 803 315 3547	iomusa2003@yahoo.com
	Nuhu Dahiru	Nigeria Agip Oil Company Limited	(+234) 803 388 3031	nuhu.dahiru@naoc.agip.it
	Oladipo Obanewa	National Oil Spill Detection and Response Agency	(+234) 8023 1984 97	dipo204@yahoo.com
Sao Tome and Principe	Manuel Fernandes de Ceita Vaz do Rosario	Direcção Geral do Ambiente	(+239) 991 1266	manrosario2000@yahoo.com.br
	Mé-Chinhô Costa Alegre Albano	Instituto Marítimo Portuário	(+239) 992 1405	mechino@gmail.com
Senegal	Jean-Pierre Lamane Tine	Haute Autorité chargée de la Coordination de la Sécurité maritime, de la Sûreté maritime et de la protection de l'Environnement marin (HASSMAR)	(+221) 775 162 275	chef.mrccdakar@gmail.com
Sierra Leone	Ronald Moore	Sierra Leone Maritime Administration	(+23) 763 55 707	rnmoore01@yahoo.com

Togo	Abdel-Ganiou Soulemane	Ministère de l'Environnement et des Ressources forestières	(+228) 901 207 12	soule001@yahoo.fr
	Kote Djahlin Agbemeyanwot	Direction des Affaires Maritimes	(+228) 900 434 95	kdjahlin5@yahoo.fr
	Djeri-Samari Essofa	Port autonome de Lomé	(+228) 902 815 75	essofadjerisamari@yahoo.fr
	Talbia Djotbayi	Shell Togo	(+228) 911 355 05	talbia.djotbay@togosh.com
United Kingdom	Andy Nicoll	Oil Spill Response Ltd (OSRL)	(+44) 791 956 6538	andynicoll@oilspillresponse.com
	Anne Reglain	International Tanker Owners Pollution Federation (ITOPF)	(+44) 771 364 7538	annereglain@itopf.com
	Anton Rhodes	GI WACAF (IPIECA/IMO)		anton.rhodes@iecea.org
	Babatunde Anifowose	Coventry University		ab2035@coventry.ac.uk
	Chloe Blais	GI WACAF (IPIECA/IMO)	(+44) 758 503 8529	cblais@imo.org
	Dandu Pughiuc	International Maritime Organization (IMO)		dpughiuc@imo.org
	Franck Laruelle	International Tanker Owners Pollution Federation (ITOPF)		FranckLaruelle@ITOPF.COM
	Peter Taylor	OSPRI, Oil Spill Preparedness Regional Initiative (Caspian Sea - Black Sea - Central Eurasia)	(+44) 758 430 5650	ospri.manager@iecea.org
	Thomas Liebert	International Oil Pollution Compensation Funds (IOPC Funds)	(+44) 754 071 2349	thomas_liebert@iopcfunds.org
	Robert Limb	Oil Spill Response Ltd (OSRL)		robertlimb@oilspillresponse.com
Rupert Bravery	ExxonMobil	(+44) 787 291 2722	rupert.v.bravery@exxonmobil.com	
Amiteye Getter	EPA	(054) 7080472	getteramiteye@yahoo.com	
Sandra S Kyereh	EPA	(050) 1301571	sandra.kyereh@epa.gov.gh	
Peace D. Gbekor-Kove	EPA	(050) 1301529/ 0244466284	pgkove@gmail.com	
Dzissah Donatus Dziedzorm	EPA	(024) 9520340	getdzidon@gmail.com	
Godwin Kwesi Asiedu	EPA	(024) 3063061	gkasiedu@gmail.com	
Irene Opoku	EPA	(024) 3544309	ireneopoku@epa.gov.gh	
Emmanuel Awuni	GMA	(024) 2129294	emmanuel.awuni@gmaritime.org	
Emefa Byll	EPA	(024) 1512166	byllneta@gmail.com	
Leonard Kpodo	EPA	(050) 1301565	leonardkpodo@epa.gov.gh	
Kulekey Prince-Charles	EPA	(050) 4540087	princeofpeace75@yahoo.com	
Efua A. Nyaho	EPA	(050) 1301644	efua.nyaho@epa.gov.gh	
Nana Yaa Appiah	EPA	(050) 1301563		

6^e Conférence Régionale GI WACAF
Accra, Ghana – 16 – 19 novembre 2015

	Krampa Kekeli	EPA	(027) 3144509	kirkrampa@gmail.com
	Lawrence Kotoe	EPA	(026) 2165575	larrykotoe@gmail.com
	Baffour Kofi Dokyi	EPA	(050) 1301569	baffour.dokyi@epa.gov.gh
	James Akussah	EPA	(0240 3206889	james.letsa@epa.gov.gh
	Joshua Eli Ziorklui	EPA	(026) 7454590	jziork09@yahoo.com
	Awudu Yoda	EPA	(024) 4586257/ 050 1301 625	awudu.yoda@epa.gov.gh
	Peter Adagwome	MESTI	(026) 7546252	peteradagwine@gmail.com
	Ebenezer Fiahagbe Young	EPA	(050) 1301465	eben.fiahagbe@gmail.com
	Wisdom Okai	RCC	(024) 7631099	
	Edith Enonam Akotia	EPA	(050) 1301568/ 027 306 4382	edith.akotia@epa.gov.gh

Annexe 5 – Discours d’ouverture du Représentant du Ministère du Pétrole du Ghana (anglais)

Speech by Director Petroleum, Lawrence Apaalse, on behalf of the Hon. Minister of Petroleum on “Ghana’s Petroleum Sector and the Preventive Measures in place to minimize the Risk of Oil Spill” at the Opening of the Global Initiative for West, Central and Southern Africa (GI WACAF) Regional Conference, Holiday Inn, Accra, November 16-19, 2015

Mr. Chairman,
Hon. Min. Environment, Science, Technology & Innovation,
Hon. Min. Fisheries & Aquaculture Development,
Hon. Min. Transport,
The Chairman Global Initiative for West, Central & Southern Africa (GI WACAF) Project,
Representatives of IMO Present, Representatives of the International Petroleum Industry Environmental Conservation Association (IPIECA),
Oil Companies Executives Present,
Chief Executive & Directors of EPA,
The Media,
Distinguished Invited Guests,
Ladies and Gentlemen,

I am Lawrence Apaalse, Director of Petroleum, standing in for the Min. of Petroleum, Hon. Emmanuel Kofi Armah-Buah. Let me convey his sincere apology for not being able to join you in this all important conference due to some other equally pressing engagement.

The Hon. Minister also wishes me to convey his appreciation to the organizers for organizing this sixth biennial event in Ghana and for your kind invitation.

Ladies and gentlemen, thousands of pockets of oil spills occur each year globally. They occur mainly due to negligence, the breakdown of equipment, deliberate dumping or natural disasters such as the Exxon Valdez oil spill in the Prince William Sound in Alaska in 1989 in which approximately 25% of the ship’s 50 million gallons of oil was spilled, causing unprecedented levels of environmental havoc hitherto unexpected.

In general, oil spills may come from blowouts at wellheads, as happened recently in the Macondo well in the Gulf of Mexico, hose leakages, interconnections between FPSOs or production platforms and offtake tankers etc.

Mr. Chairman, as to the Petroleum Sector in Ghana, I wish to state that E&P activities encompasses land and maritime environments, spanning upstream and downstream which you are all familiar with. I will therefore rather be brief on the oil and gas exploration and production activities in the country and dwell more on specific Government initiatives which have been and are being put in place to prevent or minimize spills.

Since the Jubilee discovery in 2007, Ghana has witnessed the influx of multinational companies into the oil & gas sector. Over the past two years, a number of International Oil and Service Companies have relocated their regional offices to Ghana and thus gradually making our dear country the regional hub of the petroleum industry. Regional hub, indeed, because as we speak now a second FPSO is due in Ghana for the TEN development in 2017, and probably, a fourth in the not too distant future.

These positive signs of business confidence do not come without the necessary ills, particularly, ills of environmental hazards such as spills. It is the anticipation of these ills that Government continues to ensure that the necessary legal, regulatory and institutional frameworks for the efficient management of the oil and gas industry are firmly established.

Distinguish invited guests, as you all know, the starting point of oil and gas activities is the licensing phase, and government, action through the GNPC and the Petroleum Commission, has always ensured that environmental concerns are firmly enshrined in the Petroleum Agreements with International Oil Companies. For instance, environmental permits for drilling, covering pollution issues under the International Convention for the Prevention of Pollution from Ships, is an integral part of all agreements. The permits, among other things, require contractors to put in place suitable procedures and safeguards to prevent or drastically minimize any risks to accidental spillage of hydrocarbons. One significant condition under such permits require representatives of Contractor, GNPC and the PC to be on board drilling vessels to ensure compliance with approved operating procedures, including those of discharge mud to the seafloor.

Other interventions by Government to prevent or minimize oil spills include but not limited to:

- Putting in place rules and regulations for cleaning of tanks, ship-to-ship transfers, bunkering etc.
- Enshrining in our national constitution, the E&P law, GNPC Law, PC Act, among others, clauses to compel all to conduct activities in environmentally friendly manner;
- The stringent requirement for all E&P companies to conduct EIA and submit report to the EPA prior to the start of drilling operations;
- Imbibing the culture of carrying out Environmental, Social and Health Impact Assessment (ESHIA) on site to involve the local communities as a means of awareness creation;
- Putting structures such as the Petroleum Security Coordinating Centre (PSCC), Vessel traffic Monitoring and Information System (VTMIS) etc. in place to manage and monitor the maritime environment;
- Planning the construction of a Forward Operating Base (FOB) in the oil region;
- The passing of LI 2010, Ghana Shipping (Protection of Offshore Operations and Assets) Regulations, for the establishment and protection of safety zones in line with article 260 of the United Nations Convention on the Law of the Sea (UNCLOS) and;
- Zonalisation policy and initiative of BOST to lay pipes rather than vehicular transportation of finished products.

Mr. Chairman, Ladies and gentlemen, Distinguished Invited Guests, I am aware that there are also initiatives in place for the management of oil spills in Ghana including the National Oil Spill Contingency Plan (NOSCP) and the signing onto Oil Spill Response Limited (OSRL), the global oil spill response body which exists to respond to oil spill wherever in the world they may occur.

But since you invited me to speak on preventive and not curative measures, I wish to end here and make way for the technical experts you have undoubtedly gathered here, to brainstorm on priority action to strengthen oil spill preparedness and response capabilities in the region.

I thank you for making the Ministry of Petroleum a part of the 2015 Global Initiative for West, Central and Southern Africa Regional Conference. THANK YOU ALL.

Annexe 6 – Discours d’ouverture du Représentant du Ministère de l’Environnement, de la Science, de la Technologie et de l’Innovation du Ghana (anglais)

Keynote address by the Honourable Minister of Environment, Science, Technology and Innovation (MESTI) – Mahama Ayariga (MP)

Honourable Ministers of State

Representative of IMO

Representative of IPIECA

Distinguished Delegates

Distinguished Ladies and Gentlemen

The discovery of the usefulness of petroleum to mankind has over the years revolutionized our mode of transport, lightening, manufacturing of goods, agriculture etc. In fact, without petroleum our life would have probably ground to halt a long time. Though we have and do talk about alternative energy sources, none of these energy sources have matured enough to totally replace petroleum. That is, for the foreseeable future we would have to depend on oil and gas.

However, important as petroleum is to mankind its exploitation and use are not without problems. In 2010, we all watched the horrific incident of the Deepwater Horizon incident, which occurred in the Gulf of Mexico. More than five years have passed since that incident yet the ecosystem of the Gulf of Mexico affected by this release is yet to recover fully from the effects of that spill.

Distinguish ladies and gentlemen; despite everybody’s effort and preventive systems we build, disasters do and will always happen. The key watchword is therefore PREPAREDNESS. We, in Ghana, are not uninformed of the devastating effect of an oil spill on the environment and the people. That is why though Ghana did not find oil and gas in commercial quantities until 2007, when the Jubilee Field was discovered; we set in motion the preparedness vehicle in 1986. Knowing the devastating effects an oil spill can have on a country, after an initial risk assessment, we developed the National Oil Spill Contingency Plan (NOSCP) at that time. We also set out certain specific goals for ourselves so as to have a certain level of preparedness for management of an oil spill in case it does happen. Some of these goals are:

1. Development of environmental sensitivity maps of the entire coast of Ghana;
2. Development of policy on the use of dispersant in our marine environment;
3. Guidelines on the importation and use of dispersants;
4. Guidelines on management of oily waste generated as a result of an oil spill;
5. Continuous review of the NOSCP, training and conducting exercises.

Ghana through collaborative effort of its partners and key stakeholders has been able to achieve all these goals set out in the NOSCP. We have developed the policy on dispersant use, the guidelines on the importation of dispersants, the guidelines on management of oily waste and the environmental sensitivity atlas of the coastal area of Ghana. We have also reviewed the NOSCP on a number of occasions and in the process of completing another revision of the NOSCP.

Distinguished ladies and gentlemen; all these achievements at our national level would not have been realized had it not been the continuous support Ghana received from the International Maritime Organization (IMO) from the onset. The IMO has been a supportive partner for Ghana's oil spill preparedness efforts. From 1986 up till date the IMO and its partner International Petroleum Industry Environmental Conservation Association (IPIECA) have been supporting Ghana on the national level and through the flagship project – the GI WACAF. Since its inception in 2006, Ghana has benefited in all the bi-annual GI WACAF Conference and also Sub-regional Conferences. The innovative feature of the GI WACAF of promoting public/private partnership for effective oil spill response has presented to the countries of the Region the unique opportunity for strengthening our preparedness and response systems. The cross-fertilization of ideas from the industry and the public institutions in the 22 countries has enabled our countries to work together in moving our various levels of preparedness to a much more appreciable level within the Region.

Nevertheless, since disaster preparedness is not a onetime event but a continuous process, we cannot rest on our oars and start parting each other on the back. We have to keep the boat afloat all the time. The Government of Ghana is always ready to support efforts in Regional integration and collaboration. That is why, as important stakeholder in this regional effort, we have accepted to host this unique event this year.

Our gathering, here in Accra, is an effort, to find out whether collectively we are on the right track. If not, what do we do to be on that track? If we are on track, what do we do to improve the system we have built? This is our task for the next three days. We believe that assembled here are the right people for the task; for the countries and the enterprises that you represent thought that you are the right person for the current assignment. As delegated from your various countries and enterprises, the trust the public and your employers placed in you is enormous. You cannot afford to let them down by not fully participating in this event.

Ghana is a beautiful, warm and friendly country. You are also invited to explore Accra and enjoy the hospitality of Ghanaians.

I therefore wish to declare the GI WACAF REGIONAL CONFERENCE 2015 opened and also wish you a fruitful discussion and enjoyable stay in Ghana.

Thank you.

Annexe 7 – Discours d’ouverture du Représentant de l’OMI (anglais)

Mr the Representative of the Ministry of Environment, Science, Technology and Innovation

Mr the Representative of the Ministry of Petroleum

Mr the Representative of the Ministry of Transport

Mr the Representative of the Ministry of Fisheries and Aquaculture Development

Mr Kojo Agbenor-Efunam, Deputy Director of the Environmental Protection Agency and GI WACAF Focal Point

Distinguished Delegates

Ladies and Gentlemen

It is a privilege and an honour for me to deliver this opening address on behalf of the International Maritime Organization (IMO) at the GI WACAF Regional Conference of 2015. I would like to welcome you to this event on behalf of Mr. Koji Sekimizu, Secretary-General of the International Maritime Organization, who sends his warm regards and best wishes for a successful outcome to your discussions over the next four days.

I know that all the IMO Members in the region and, indeed, the whole maritime community including our industry partners, would gladly join me in offering thanks and appreciation to the Government of Ghana - in particular, the Environmental Protection Agency - for enabling us to bring this important regional event to the vibrant city of Accra.

Next year signals important milestones for both the GI WACAF project, marking its 10 year anniversary, and the Global Initiative Programme, the umbrella government industry initiative under which the project operates, will be celebrating 20 years since its launch in Cape Town in 1996. This Conference, therefore appears the perfect opportunity to reflect on the progress we’ve made together in the region over the past decade, and in keeping with the theme of this year’s Conference, we will be also be looking forward to the ‘next steps’ for strengthening oil spill preparedness and response capability; the main objective of the Global Initiative. I would also like to take this opportunity to officially welcome our new industry co-chairman of the Steering Committee of the GI WACAF project, Mr Rupert Bravery of Exxon Mobil, who takes over from Mr Scott Smith of Conoco Philips following his retirement last month. I have no doubt that we will continue to develop our effective partnership, and further support industry government cooperation in the region.

Since its launch in 2006, the GI WACAF project has implemented over 70 workshops, training courses and conferences, following which we have seen significant advancements in preparedness in the region. Of particular note is the progress made with designating national authorities responsible for oil pollution preparedness and response in each country, as well as the development of national contingency plans, which are now in place throughout the vast majority of the region. This should be a real source of pride for all the member countries of this project.

A source of pride for both IMO and IPIECA, representing the oil and gas industry, who together facilitate the administration of GI WACAF, is how the project has been embraced by the region, demonstrated in the commitment and enthusiasm shown by both our industry and government

focal points, as well as the participants who attend GI WACAF activities. Your collective successes in the field of spill preparedness and response clearly demonstrate the effectiveness and momentum of this project and help to foster the continued support of its sponsors, such that we can confidently plan ahead and determine how the project might further develop to meet the demands of this rapidly developing region; this encompasses one of our main objectives this week, to plan for the future and discuss how the project might adapt to better address the much changed landscape of pollution preparedness and response we find here before us today.

The foundation of the GI WACAF project is entrenched in the various elements of the International Convention on Oil Pollution Preparedness, Response and Co-operation or the OPRC Convention, as it became known, which, to note another milestone was adopted 25 years ago this year, prompted by the lessons learned in responding to the EXXON VALDEZ incident. This Convention provides a truly global framework to facilitate international co-operation and mutual assistance in preparing for and responding to major oil pollutions. Encouraging States to develop and maintain an adequate preparedness and response capability while simultaneously, recognizing the importance of co-operation with the oil and shipping industries to address such emergencies. Its effective implementation will continue to be the major focus area for the project, concentrating on six core goals that include assisting with the ratification and implementation of the various IMO Conventions related to all aspects of spill preparedness and response, not only OPRC, but the various oil pollution compensation conventions as well. We will continue to assist with training and exercises, as well as the further development of National Contingency plans. However we are conscious of the great advancements made in many of these areas by many of the countries represented here, and so we very much seek your input on the specific topics of most interest to you, and how you would like to see the work programme of the project develop.

The process of adapting and developing the work programme began at the very successful and effective last Regional Conference in Namibia in 2013, where following the feedback received there we introduced specific topics such as shoreline clean-up techniques, waste management, sensitivity mapping, incident management systems and trans-boundary cooperation into the work programme, and many of you may have already been involved with the subsequent activities implemented. What we would like now is confirmation from you that these topics are indeed a useful addition to the project aims, and which you would like to work on in more depth. In addition we want to know of any other areas of interest you might like to include in the Programme, to enable us to effectively plan for the coming biennium. The future direction of the project can only be shaped by you, the government and industry of the WACAF region, IMO and IPIECA will be happy to assist where we can, however the direction and future success of the project rests on your shoulders.

IMO supports the GI WACAF project through its Integrated Technical Cooperation Programme (ITCP) and over the last biennium has undertaken numerous national and sub-regional activities, particular highlights include the bi-lateral communications exercises between Nigeria and Cameroon, as well as between Gabon and Congo held this year which were a first for the project, and in my view a clear demonstration of how far we have progressed. Of course there is much work still to do, as with every region in the world. The Deep Water Horizon incident of 5 years ago continues to be a stark reminder that even those countries who might be viewed as having a high level of preparedness and response capability, cannot address every possible spill scenario, and may ultimately need help from their neighbours and further afield. Building bi-lateral and multi-lateral relationships are essential

and we hope to continue to support this effort through more exercises and sub-regional workshops in the future.

Whilst tremendous progress has been achieved in combating oil spills, the continuous search for new oil and gas – coupled with the search for shorter routes for their transportation – is taking the shipping industry to places posing unprecedented challenges. Given the vast amount of oil transported daily, the huge distances involved and the increasingly harsh nature of the locations from which it is extracted, the potential for accidents and resulting oil spillages is still a matter of concern. It is in this context I would like to underscore the need for continued and coordinated efforts towards capacity-building to be prepared for and respond to oil spills. Considering the ever increasing maritime traffic and oil exploration in your region and, at the same time, its dependence on its coastal and marine environment as the main source of sustenance for coastal populations, effective implementation of both the project and the OPRC Convention it supports, are as critical as ever.

The main expected outcome, at the end of the conference, will be to determine the priority actions for the coming 2016-2017 biennium to strengthen oil spill response capability in the region and IMO remains committed to assist the West, Central and Southern African countries meet this challenge. To reach our objective, we are fortunate to have a group of respected experts with considerable international experience in all aspects of pollution response, practice and policy. We are even more fortunate to have you, the policy and decision makers on oil pollution matters from the western rim of the African continent attending this Conference. Together we should be able to make good use of the next four days and progress our collective effort towards “cleaner oceans” and sustainable maritime transportation.

May I, once again, thank the Government of Ghana and in particular the Environmental Protection Agency, for hosting this event and for their warm and generous hospitality. This Conference is beneficial for all involved and I wholeheartedly wish you the best of success during the next four days.

Thank you



Annexe 8 – Discours d’ouverture du Président du Projet (anglais)

Mr the Representative of the Ministry of Environment, Science, Technology and Innovation

Mr the Representative of the Ministry of Petroleum

Mr the Representative of the Ministry of Transport

Mr the Representative of the Ministry of Fisheries and Aquaculture Development

Mr Kojo Agbenor-Efunam, Deputy Director of the Environmental Protection Agency and GI WACAF Focal Point

Mr Dandu Pughiuc, Senior Deputy Director, International Maritime Organization

Distinguished Delegates

Ladies and Gentlemen, good morning

It is a pleasure for me to undertake this opening address as the new Industry Co-Chairman of GI WACAF at the occasion of this important conference, an event organised under the auspices of the GI WACAF Program.

My esteemed colleagues have spoken eloquently of the achievements of this program over the past 9 years and I pay tribute and give respect to what has been achieved by so many people during that period.

I offer my thanks to the Government of Ghana, in particular the Environmental Protection Agency for hosting this important event.

The story of GI WACAF is of a project that has managed to successfully adapt and support the changing needs of its country and oil company members, in a region that has made rapid advancements in oil spill response capability and in which oil spill risks continue to evolve.

From my time, originally as a member and then Vice-Chairman of GI WACAF I have seen first-hand that government and industry cooperation remain at the heart of the Project. It is this mutual support that is fundamental to the Project’s success.

In conjunction with this philosophy, the Project continues to set a clear focus on tangible results, making commitments to reach a best in class state of oil spill preparedness and response through agreed strategic goals and plans.

I remain convinced that the Government and Industry Focal Points of the Project, who drive the project agenda and support the implementation of activities, remain an essential ingredient for success.

Based upon the strong foundations of Government and Industry partnership and local ownership of the project, it is little surprise that GI WACAF has helped to achieve significant results.

Whilst strong progress has been made, the risk of oil spills remains present in the region. The picture today is one of substantially expanding oil and gas activity across the West Africa. At the centre of this expansion has been the deep water sector, which has generated greater levels of productivity



from existing oil producers, and exploitation of new oil fields in countries such as here in Ghana. The growing levels of oil and gas activity have coincided with, and contributed to, a large increase in the level of shipping activity in the region.

Looking forward to the next 10 years of oil and gas activity, we can expect levels of production to continue to increase and, as deep water technologies are developed further, there will be a growing trend towards Ultra Deep Water and Pre Salt exploration.

With these developments in mind the need for cooperation and collective action between Governments and the oil and gas Industry is as relevant today as it was when GI WACAF was launched in 2006.

At the GI WACAF Regional Conference in Namibia (2013), Government and Industry Focal Points outlined their priority goals for the current biennium, which comes to a close at this December. The recommendations provided by delegates at that conference served as country validation to the foundation and programme activity upon which the GI WACAF Strategic Plan is based.

With regard to our Conference this week, we are tasked with the same goal. The next four days will be a fantastic opportunity to identify what can and should be achieved during the next biennium. The input all of you provide during the various technical and working group sessions will dictate the content of the future GI WACAF work programme.

During this Conference there will be three key areas for consideration:

- OPRC 90 – build on past achievements and sustain the implementation of the key OPRC elements.
- Trans-boundary Cooperation - at the sub-regional and bilateral levels, to enable prompt and effective mutual support; and
- Specific Technical Developments - building on the core foundation of robust capability; identifying the next specific technical missions/activities which will take us forwards.

To ensure these sessions are properly facilitated, we have gathered a large panel of experts, with considerable individual expertise and an enormous collective wealth of international experience in all aspects of preparedness and response.

The GI WACAF program, implemented here in Africa, is regarded as a model of success and rightly so. It is very encouraging to see how far things have progressed since 2006. But it does rely on each of us to continue that commitment, to engage fully in cooperative efforts, to have a clear understanding on what tangible success looks like and where we want to be in two years time and beyond that.

As the GI WACAF Industry Chairman, I offer my commitment in support of the program although ultimately the future direction of this project is in your hands.

In closing, I would like to extend thanks to all the partners involved in the preparation and delivery of this Conference: with particular thanks to the GI WACAF team from IMO and IPIECA and once again to the Government of Ghana and EPA for hosting of this important conference here in the vibrant city of Accra.



Annexe 9 – Questionnaire d'évaluation

QUESTIONNAIRE D'ÉVALUATION Conférence Régionale du Projet GI WACAF Accra, Ghana, 16-19 novembre 2015

Dispositions avant l'activité

- 1 Avez-vous reçu l'invitation en temps utile ? Oui Non
- 2 Avez-vous reçu les renseignements ci-après sur la réunion avant votre participation à celle-ci ?
- objectif et portée Oui Non
 - domaines et programme couverts Oui Non
- 3 Les instructions concernant les aspects suivants étaient-elles claires et faciles à comprendre ?
- profil requis du participant Oui Non
 - formulaire de candidature à remplir et à remettre Oui Non
- 4 Avez-vous reçu des renseignements d'ordre logistique sur :
- le lieu Oui Non
 - le voyage Oui Non s.o.
 - le per diem Oui Non s.o.
 - le logement Oui Non s.o.
- 5 Vous a-t-on confié une tâche en prévision de la réunion, dans l'affirmative, était-elle utile ? Oui Non s.o.

Pendant l'activité

- 6 La durée de la réunion était-elle (*cocher la case appropriée*)
1) trop longue 2) adéquate 3) trop courte
pour couvrir entièrement les thèmes retenus ?
- 7 Veuillez évaluer la réunion en fonction des aspects suivants (*cocher une case par rubrique*)
excellent très satisfaisant satisfaisant médiocre
- | | | | | |
|---------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Lieu | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Installations | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Équipement | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
- 8 Que pensez-vous des aspects ci-après de la documentation fournie (*cocher une case par rubrique*)
excellent bon satisfaisant médiocre
- | | | | | |
|-----------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Présentation | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Clarté | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Contenu technique | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Couverture des sujets | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Exhaustivité | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
- 9 Que pensez-vous des aspects ci-après des présentations (*cocher une case par rubrique*)
excellent bon satisfaisant médiocre
- | | | | | |
|-------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Conception et structure | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Clarté | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Contenu technique | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Couverture des sujets | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

10	Que pensez-vous de l'utilisation des éléments ci-après :					
		excellent	bon	satisfaisant	médiocre	
	Matériel didactique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Documents de référence de l'OMI	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Autres ressources	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Activités pratiques ou de groupe	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	s.o. <input type="checkbox"/>
	Excursions	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	s.o. <input type="checkbox"/>

À la fin de l'activité

12 Veuillez indiquer les sujets qui étaient les plus intéressants et les plus pertinents pour vous ?

13 Faudrait-il ajouter d'autres sujets ? Oui Non
Dans l'affirmative, lesquels :

14 Estimez-vous que la réunion a atteint son objectif ? Oui Non

15 Pensez-vous utiliser les connaissances que vous avez acquises sur votre lieu de travail ? Oui Non

16 Aurez-vous la possibilité de transmettre les connaissances que vous avez acquises à vos collègues sur votre lieu de travail ? Oui Non

Observations :

Nous vous remercions d'avoir pris le temps de remplir ce questionnaire d'évaluation. Les données que vous nous avez fournies sont importantes et aideront l'OMI à déterminer le succès et l'impact de l'activité.

Annexe 10 – Modèle de formulaire de bilan national

PLAN D'ACTION NATIONAL

Bilan national et Plan d'action pour renforcer la capacité de lutte face aux déversements d'hydrocarbures

Document de travail pour identifier besoins et priorités pour 2016-2017

Conférence Régionale - Accra, Ghana
16 – 19 novembre 2015

Global Initiative for Western, Central and Southern Africa

[Nom du pays]

[Flag of the country]



Objectifs principaux

Les objectifs de ce document sont de:

- mettre à jour les informations concernant le Profil Pays
- développer un Plan d'Action National pour l'exercice biennal 2016-2017. Ces informations seront utilisées par le Secrétariat du Projet GI WACAF pour établir le programme de travail 2016-2017.

Description des différentes étapes

Etape 1. Identification des délégués participants à l'élaboration du plan d'action

Dans cette première section sont listés les délégués participant à l'élaboration et à la mise à jour du présent document.

Etape 2. Mise à jour du Profil Pays

Les délégués doivent ici vérifier et mettre à jour le profil de leur pays sur la base du profil actuel.

Etape 3. Identification du niveau de préparation et des actions prioritaires

Les délégués évaluent le niveau de préparation de leur pays en utilisant la matrice fournie avec ce document.

Etape 4. Définition du Plan d'Action National pour 2016- 2017

Les délégués devront identifier leurs priorités pour 2016-2017.

Etape 5. Identification des Futurs Sujets Prioritaires pour le Projet GI WACAF

Les délégués mesurent leur niveau d'intérêt pour des sujets relatifs à la préparation et à la lutte face aux déversements d'hydrocarbures qui pourraient potentiellement être intégrés au programme de travail du Projet GI WACAF dans le futur.

Etape 1: Délégués nationaux

Merci de remplir le tableau ci-dessous avec la liste des délégués nationaux participant à l'élaboration du présent document.

Nom	Fonction	Organisation	Pays	Email (ou numéro de téléphone)

Etape 2: Profil Pays

Objectif

Vous êtes priés de passer en revue le Profil Pays ci-joint afin de vérifier si des mises à jour sont nécessaires et de valider son contenu. Le profil fourni a été téléchargé depuis le site internet du Projet GI WACAF. La date de la dernière mise à jour est indiquée sur le profil; la plupart des profils ont été vérifiés lors de la dernière Conférence Régionale en Namibie en 2013.

Résultats attendus

Fournir un Profil Pays mis à jour au Secrétariat du Projet GI WACAF.

Etape 3. Matrice de préparation

Objectifs

Merci de bien vouloir remplir la Matrice de préparation ci-après afin d'identifier le niveau de préparation et les actions qui doivent être entreprises en priorité.

Comment remplir ce tableau?

1. Identifier le niveau de préparation pour chaque élément de la Matrice de préparation : l'action a-t-elle été mise en œuvre ou non ?
2. Si l'action n'a pas été mise en œuvre, évaluer le niveau de priorité pour votre pays (priorité faible, moyenne ou élevée). Cela vous aidera à identifier vos priorités majeures pour établir le Plan d'Action National (étape 4).

Matrice de préparation

1. Législation

Adapter le cadre national légal et institutionnel et assurer la pérennisation du Plan National d'Urgence (PNIU) :

1. Législation		Déjà mise en œuvre	Priorité faible	Priorité moyenne	Priorité élevée
Ratification	Ratification of de la Convention d'Abidjan et du Protocole d'Urgence				
	Ratification de la Convention OPRC (1990)				
	Ratification du Protocole OPRC-HNS (2000)				
	Ratification de la Convention CLC (1992)				
	Ratification de la Convention Fonds (1992)				
	Ratification de la Convention Bunker (2001)				
	Ratification de la Convention HNS (1996)				
Mise en œuvre	Mise en œuvre de la Convention d'Abidjan et du Protocole d'Urgence				
	Mise en œuvre de la Convention OPRC (1990)				
	Mise en œuvre du Protocole OPRC-HNS (2000)				
	Mise en œuvre de la Convention CLC (1992)				
	Mise en œuvre de la Convention Fonds (1992)				
	Mise en œuvre de la Convention Bunker (2001)				
	Mise en œuvre de la Convention HNS (1996)				

2. Plan National d'Intervention d'Urgence

Mettre en œuvre un système standardisé de lutte et de préparation à la lutte :

2. Plan National d'Intervention d'Urgence		Déjà mise en œuvre	Priorité faible	Priorité moyenne	Priorité élevée
Système de gestion	Mise en place d'un coordinateur / groupe de travail national pour le développement du Plan National d'Intervention d'Urgence				
	Développement d'un Plan National d'Intervention d'Urgence				
	Système de gestion de crise en place				
Politiques de gestion	Politique nationale d'utilisation des dispersants (liste des dispersants approuvés; zones d'épandage pré-approuvées; conditions d'utilisation)				
	Politique nationale de gestion des déchets				
	Politique de brûlage sur site (in-situ burning)				
Évaluation des risques et cartographie de sensibilité	Carte de sensibilité des côtes et identification des sites les plus sensibles aux pollutions par hydrocarbures				
	Modèles de dérive				
	Évaluation du risque (probabilité/conséquence)				
	Risques et scénarii de déversements				
Coordination avec les plans locaux	Intégration des plans locaux d'intervention d'urgence (ports, terminaux)				
	Intégration des plans d'intervention d'urgence des industries pétrolières				
Financement	Indemnisations et procédures de demande d'indemnisations				
	Engagement financier / Demandes d'indemnisations / Suivi des demandes				
	Procédures d'échantillonnage et preuves				

3. Désignation d'une autorité responsable

Garantir que toutes les autorités nationales requises (au regard des lois nationales, conventions internationales et du Plan National d'urgence) soient officiellement désignées :

3. Désignation d'une autorité		Déjà mise en œuvre	Priorité faible	Priorité moyenne	Priorité élevée
Désignation	Autorité nationale compétente officiellement désignée et responsable de la préparation à la lutte et de la lutte contre les pollutions par hydrocarbures				
	Point de contact opérationnel national responsable de la réception et de la transmission des rapports de la pollution par hydrocarbures désigné				

4. Accords transfrontaliers et d'assistance mutuelle

Garantir le développement de la coopération et de l'assistance à l'échelle bilatérale et régionale :

4. Accords transfrontaliers et assistance mutuelle		Déjà mise en œuvre	Priorité faible	Priorité moyenne	Priorité élevée
Accords	Accords sous-régionaux				
	Accords bilatéraux				
	Assistance mutuelle entre le gouvernement et l'industrie et échanges de matériel de lutte				
Accès à l'assistance extérieure	Mécanismes de mobilisation et d'accès à l'assistance internationale en place et testés				

5. Formations et exercices développés par le pays

Identifier le niveau d'expertise et les compétences nationales :

5. Formations et exercices développés par le pays		Déjà mise en œuvre	Priorité faible	Priorité moyenne	Priorité élevée
Durabilité	Politique de soutien pour la mise en œuvre du Plan de Lutte				
Formation	Politique nationale de formation: plan annuel de formation des personnels à tous les niveaux (répondant aux besoins du pays et basé sur les standards internationaux) en place				
Exercice	Plan national d'exercice impliquant les acteurs locaux et le secteur privé en place				

6. Ressources nationales

Garantir que des équipements suffisants et adaptés soient disponibles dans le pays pour :

- Gérer des pollutions accidentelles jusqu'à un certain niveau (minimum : Niveau 1)
- Assurer une alerte rapide et des systèmes de communication opérationnels.

6. Ressources nationales		Déjà mise en œuvre	Priorité faible	Priorité moyenne	Priorité élevée
Matériel de lutte	Centre de stockage et maintenance du matériel de lutte				
	Acquisition du matériel de lutte et de communication contre les pollutions par hydrocarbures				
	Inventaires du matériel de lutte				
Gestion et soutiens logistiques	Organisation du soutien logistique en place pour les opérations onshore et offshore				
Centre	Centre de lutte (salles de communication et de réunion)				
	Centre de ressources, de formation et de documentation pour la préparation à la lutte et pour la gestion de la lutte contre les pollutions par hydrocarbures				

Etape 4. Définition d'un Plan d'Action National

Objectif

Sur la base des priorités identifiées dans la Matrice de Préparation, développer un Plan d'Action pour renforcer les capacités de lutte face aux déversements d'hydrocarbures en choisissant 5 actions prioritaires.

Comment remplir le tableau ?

Remplir le tableau ci-dessous avec les 5 premières actions prioritaires identifiées. Pour chacune de ces actions, identifier l'organisation nationale en charge de sa mise en œuvre et proposer une échéance pour la mise en œuvre de cette action.

Tableau pour le développement d'un Plan d'Action

N°	Actions	Organisation en charge de la coordination	Date limite
1			
2			
3			
4			
5			

Etape 5. Futurs Sujets Prioritaires pour le Projet GI WACAF

Objectif

Faire connaître l'intérêt de votre pays pour les différents sujets présentés lors de la Conférence Régionale et qui ne font pas partie du programme de travail du Projet GI WACAF.

Comment remplir ce tableau?

Merci d'indiquer si vous avez un intérêt faible, moyen ou élevé à l'intégration des différents sujets dans le futur programme de travail du Projet GI WACAF. Indiquer si le sujet n'est pas applicable à votre pays.

Sujets potentiels qui pourraient être inclus dans le futur programme de travail du Projet GI WACAF	Degré d'intérêt et pertinence pour votre pays				
	Intérêt élevé	Intérêt moyen	Intérêt faible	Pas d'intérêt	Non applicable
Analyse des avantages environnementaux nets (<i>Net Environmental Benefits Analysis - NEBA</i>)					
Lutte contre la faune polluée					
Préparation et lutte échelonnée (Notion de « Tier »)					
Stratégie d'observation					
Brûlage sur site (In-situ Burning)					

Annexe 11 – Photographies



6^e Conférence Régionale GI WACAF
Accra, Ghana – 16 – 19 novembre 2015



L'album complet de la Conférence est disponible à l'adresse suivante :
<https://www.flickr.com/photos/giwacaf/albums/72157659321110234>